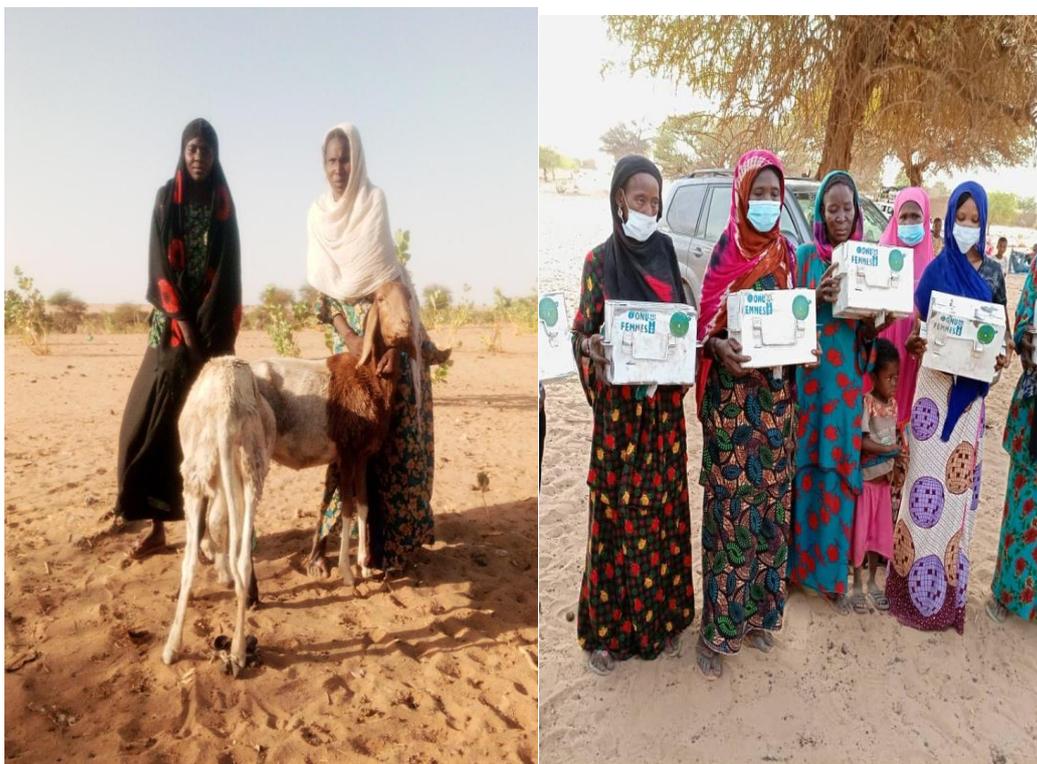


Rapport de l'évaluation finale du projet « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger »



VERSION FINALE

BUREAU ONU FEMMES NIGER

Août 2022

Table des matières

Liste des abréviations ou acronymes.....	3
RESUME ANALYTIQUE.....	4
I. CONTEXTE ET BUT DE L'EVALUATION.....	9
1.2 La théorie de changement.....	13
1.3 But du rapport de démarrage de l'évaluation	13
1.4 Objectifs et portée de l'évaluation	14
1.5 Champ de l'évaluation.....	15
II. METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'EVALUATION	15
2.1 Approche méthodologique	15
Tableau N°2 : Echantillon des bénéficiaires directs du projet à interviewer.....	17
2.2 La collecte des données	19
2.3 Rédaction du rapport de l'évaluation.....	20
2.4 Les limites de la collecte des données primaires (phase terrain)	20
2.5 Source des données	21
III. LES RESULTATS DE L'EVALUATION.....	23
3.1 Analyse de la pertinence.....	23
3.2 Analyse de la connectivité.....	25
3.3 Analyse de la couverture.....	27
3.4 Intégration du Genre	28
3.5 Analyse de l'efficacité.....	31
Les sensibilisations reçues	35
Les changements apportés de la vie des groupes cibles et dans la communauté	36
La pratique des violences basées sur le genre	38
3.6 Analyse de l'efficience.....	42
IV. LES LEÇONS APPRISES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	43
4.1 Les leçons apprises	43
4.2 CONCLUSION.....	44
4.3 Les recommandations.....	45
ANNEXES.....	47

Liste des abréviations ou acronymes

ADESP	Actions pour le développement économique et social des populations
CAD	Comité d'Aide au Développement
EAH	Evaluation Action Humanitaire
GRE	Groupe de Référence de l'Evaluation
HCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
GERAAS	Système Global d'analyse des Rapports des Evaluations
INS	Institut National de la Statistique
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
MPF/PE	Ministère de la Protection de la Femme et de la Protection de l'Enfant
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PNP/E	Politique Nationale de Protection de l'Enfant
PNG	Politique Nationale Genre
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
OCHA	Agence des Nations Unies pour des Actions Humanitaires
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RENAloc	Répertoire National des Localités
S&E	Suivi Evaluation
SVBG	Violence sexuelle et sexiste y compris le viol
VBG	Violence basée sur le Genre

RESUME ANALYTIQUE

Contexte de l'évaluation

La présente évaluation finale porte sur les actions du projet « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger » qui a été mis en œuvre à Tahoua par l'Agence des Nations pour les Femmes (ONU Femmes) pour une durée effective de (18 mois de juillet 2020 à décembre 2021).

Description du projet

Le projet de l'ONU Femmes « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger » s'inscrit sous le Pilier 5 du Plan d'action de l'équipe pays des Nations Unies au Niger pour la migration qui vise à identifier les interventions planifiées conjointement par des Agences des Nations Unies sous le leadership de la Coordinatrice Résidente et est financé par le Fonds italien pour la migration.

De façon générale, le projet contribue au processus d'une migration sûre pour les femmes et les filles. En effet, les femmes migrantes sont souvent concentrées dans le secteur informel, caractérisé par un faible salaire et une législation du travail non réglementée. Ceci entraîne des risques élevés d'exploitation, de servitude et de violence, y compris de violence sexuelle et basée sur le genre. Par ailleurs, les possibilités de migration des femmes sont souvent une réponse aux déficits de soins et d'entretiens dans les pays de destination.

Durée et groupes cibles du projet : le projet a été mis en œuvre durant 18 mois dans la région de Tahoua (communes d'Abalak et de Tchintabaraden) qui sont parmi les zones principales de départ des migrants nigériens. Bien que cette migration soit ancrée depuis des années et reste saisonnière, la raison principale de départ est le manque d'opportunité d'exercer une activité économiquement viable.

Le projet poursuit les résultats suivants

- (i) Une amélioration des services offerts par les acteurs locaux pour la promotion et la protection des droits des femmes migrantes dans la région de Tahoua, au Niger.
- (ii) Un renforcement du leadership des femmes migrantes dans la réduction des pratiques discriminatoires et des conflits sociaux pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté.
- (iii) Une amélioration de compétence des femmes des communautés (migrantes et hôtes) en matière de moyens de subsistance.

Acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre du projet

- a) Structure gouvernementale locale dans la région, par exemple le gouvernorat, la direction régionale de la promotion de la femme et protection de l'enfant (MPFPE), le ministère de l'intérieur (par l'intermédiaire de la police des frontières et du personnel de sécurité, des conseils de district et des communes accueillant la population migrante), etc.
- b) Les organisations de la société civile, y compris les organisations de femmes migrantes : ces organisations joueront un rôle essentiel dans la responsabilisation des structures gouvernementales et des autres prestataires de services pour la protection des femmes migrantes.
- c) Les femmes migrantes actuelles et potentielles en tant que groupe cible clé du programme. Pour aider à accroître la collecte et le partage des informations aux femmes migrantes sur leurs droits et leurs options, renforcer leur capacité à faire valoir leurs droits et font partie intégrante des activités qui seront organisées.
- d) ONG ADESP : partenaire de mise en œuvre des activités du projet
- e) Agences partenaires des Nations unies - OIM, UNFPA, HCR, UNCDF et FAO pour l'orientation stratégique et technique et la promotion de questions communes

Structure budgétaire du programme : 430 946 USD entièrement financé par le fonds italien pour la migration

Objectifs de l'évaluation

L'exercice proposé est l'évaluation finale du projet « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger », mis en œuvre dans les communes d'Abalak et Tchintabaraden. L'évaluation a été conduite suivant les normes d'évaluation d'ONU FEMMES et du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) en intégrant les droits humains et l'égalité des sexes. Le processus d'évaluation a été participatif de la planification à la livraison du rapport final.

Approche méthodologique

L'évaluation s'est appuyée sur la participation de toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet à travers des interviews individuelles et les discussions des groupes. Le choix porté sur cette approche est dicté par la nécessité d'assurer la validité des conclusions et des recommandations subséquentes aux constatations et analyses sur les données collectées. En termes de méthodes, la priorité a été accordée aux méthodes mixtes incluant une dimension qualitative et quantitative, articulées autour de la revue documentaire, des entretiens semi-structurés, de la collecte des données sur le terrain, des observations directes sur les constats sur le terrain le tout complété par une enquête de perception à travers un questionnaire et un guide d'entretien adressés aux bénéficiaires directs et aux autres parties prenantes du projet pour recueillir leurs avis sur les performances de celles-ci. Le questionnaire a été administré par les enquêteurs auprès de 229 femmes et filles, le guide d'entretien a été administré auprès des préfets, des maires, des responsables des services techniques de promotion de la femme et de la protection de l'enfant, du développement communautaire, de l'élevage, de l'état civil des migrations et des réfugiés des animateurs de l'ONG ADESP partenaire de mise en œuvre, de 8 focus group réalisés dont 4 focus group hommes. La rédaction du rapport de l'évaluation s'est structurée sur les perceptions des entretiens individuels, la revue documentaire et les discussions des groupes.

Les résultats de l'évaluation

Cette partie de l'évaluation a trouvé les éléments de réponses aux critères d'évaluation ci-dessous : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la connectivité, la couverture, l'analyse du genre, équité et droits humains. Pour répondre à chacun de ces critères, des entretiens ont été conduits en individuels et en discussions de groupes auprès des bénéficiaires directes du projet et les parties prenantes. Les informations ont été triangulées avec la revue documentaire et les témoignages directs avant de parvenir à la validation des perceptions.

Analyse de la pertinence

Dans le cadre de cette étude, en ce qui concerne ce point, tous les intervenants sont unanimes pour dire que les activités du projet sont bien en adéquation avec les problèmes liés au contexte de la migration. En effet, toutes les activités effectuées sont liées aux problèmes des femmes et des filles. Des actions comme la formation en vie associative ont permis aux femmes de collaborer, de se connaître et se réunir pour des visions d'intérêts communs. D'autre part, les femmes et les filles sont les cibles même du projet, et surtout l'approche participative, qui a consisté à écouter et comprendre les actions à mener confirme cette adéquation.

Analyse de la connectivité

En termes de stratégie de sortie pour transférer les responsabilités/activités au gouvernement/à l'organisation de développement, le projet a surtout privilégié l'approche communautaire basée sur le transfert des compétences et l'implication effective de bénéficiaires pour assurer la gestion et pérennité du projet. En guise d'un véritable transfert de compétences plus sieurs sessions de formations ont été réalisées à l'endroit des cibles du projet à savoir : les généralités sur la migration et les questions de genre ; Le cadre juridique et institutionnel relatif aux droits et protection des femmes et filles migrantes, au niveau international, continental, sous régional et national.

Analyse de la couverture

La participation des hommes et des garçons aux différentes composantes du programme visait à soutenir les efforts et à réduire la vulnérabilité des femmes / filles en tant que bénéficiaires primaires. Les hommes et les garçons ont été ciblés en tant que groupe de soutien et ont monter leur engagement à soutenir les causes des femmes.

Intégration du Genre

La revue documentaire révèle que le projet a répondu aux besoins spécifiques et aux contraintes des jeunes femmes et filles des localités retenues parce que les activités ont été librement choisies par les cibles elles- mêmes, donc ce sont des actions qu'elles souhaitent réaliser et leur participation est assurée du moment que ces activités continuent et font la fierté de ces cibles.

Aussi, ces activités ont promu l'autonomisation des femmes et filles car elles peuvent désormais se prendre en charge et participer à la gestion du foyer. Néanmoins, pour la prise de décision, la femme reste toujours en second plan par rapport aux hommes.

Aussi, le projet a été inclusif dans toutes ses interventions, ce qui fait que des réponses ont été apportées aux bénéficiaires vivant avec un handicap, qui ont d'ailleurs été parties prenantes puisqu'il n'y a pas eu d'exclusion par rapport à un handicap quelconque.

L'autonomisation et la prise de décision par les femmes et filles

L'accès aux moyens de subsistance a permis aux femmes de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire et sur les membres de la famille, en leur donnant un certain degré d'autonomie et d'autonomisation. Les femmes qui sont en mesure de répondre aux besoins essentiels peuvent souvent accroître leur capacité d'action dans divers autres domaines.

Analyse de l'efficacité

Les stratégies de sensibilisations ont porté leur fruit. Des entretiens réalisés avec les services techniques déconcentrés le projet n'a pas évolué seul, il y'a eu une implication très active des services techniques déconcentrés dans tout le cycle de vie du projet.

Analyse de l'efficience

Le projet a utilisé les fonds de la façon la plus efficiente possible.

Toutes les activités prévues ou programmées ont été réalisées avec des résultats satisfaisants, ce qui prouve à suffisance, selon les interviewés que les ressources ont été utilisées de la manière la plus économe possible. Les besoins sont suffisamment satisfaits et les activités continuent bien que le projet soit à sa fin. Des AGRs ont été créés, la formation en vie associatives, sont des acquits qui continuent à

pérenniser les actions du projet. C'est le cas au village de Amakoye de la commune de Tchintabaraden, où les femmes achètent du bétail pour agrandir leur groupement même après la mise en œuvre du projet.

Les leçons apprises

Les principales leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet se résument à travers les points ci-dessous :

- ☞ Pour les critères d'efficacité et de durabilité, l'implication des bénéficiaires a permis d'avoir des résultats satisfaisants et l'appropriation des activités du projet pour assurer la continuité des acquis du projet ;
- ☞ La cohésion sociale : les activités d'intérêt communautaire mettant ensemble les différentes couches sociales et villages voisins à travers le projet ont permis aux populations des villages d'intervention du projet d'être plus solidaires entre elles ;
- ☞ En termes de genre et droits humains, les sensibilisations sur les dangers de la migration irrégulière organisées de manières participatives ont permis d'augmenter les demandes des pièces d'état civil dans les communes d'intervention du projet ;
- ☞ En termes de durabilité et d'efficacité, la responsabilisation des communautés cibles dans la mise en œuvre du projet à travers a facilité l'appropriation des activités et constitué un gage de réussite dans les actions ;
- ☞ En termes de durabilité et d'efficacité, la synergie d'actions entre les services techniques déconcentrés autorités administratives, communales et traditionnelles a permis d'atteindre un résultat très satisfaisant dans un temps record.

Les recommandations

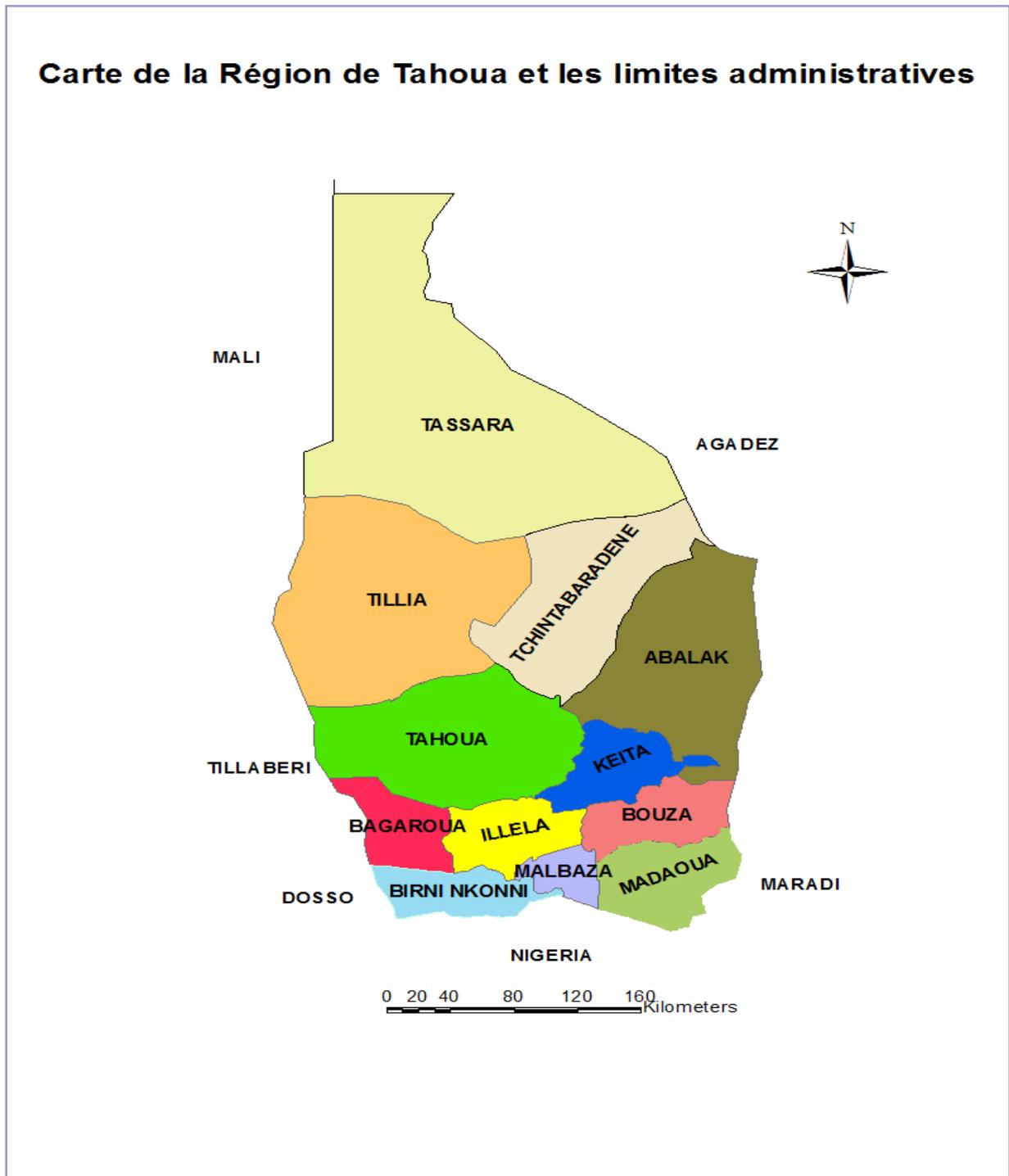
- ☞ Recommandations sur les critères de : (pertinence, couverture, efficacité, genre et droits humains, valeur ajoutée, connectivité) à l'endroit du bureau ONU Femmes et des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités et les autorités coutumières,
- ☞ Niveau de priorité haut, des observations sur le terrain et de la revue documentaire dans le domaine de la VBG et pour une prise en compte effective du genre, nous recommandons de :
- ☞ Niveau de priorité haut, continuer à organiser des campagnes de sensibilisation dans les communautés pour bannir les stéréotypes à l'égard des femmes et démystifier les pratiques traditionnelles constitutives de VBG et les migrations clandestines ;
- ☞ Niveau de priorité haut, renforcer le partenariat avec le MPF/PE pour aller vers une convention pour une meilleure intégration des activités genre dans les activités des projets conformément à la politique du genre
- ☞ Niveau de priorité haut, renforcer les capacités des directions déconcentrées à l'occurrence de la Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DRPF/PE) assurant le leadership de la protection
- ☞ Niveau de priorité haut, organiser des sessions de sensibilisation et des formations à l'endroit des différents intervenants sur leur responsabilité et leur complémentarité dans la répression des VBG et les migrations.
- ☞ Niveau de priorité haut, dans le domaine autonomisation des femmes, des entretiens avec les bénéficiaires directs, il ressort la volatilité de certaines AGRs identifiées telles que l'embouche

manque d'aliments bétails et autres pièces de rechanges pour les machines et le maraichage dans les zones du projet, nous formulons les propositions d'améliorations suivantes : à l'endroit du bureau ONU Femmes et des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités et les autorités coutumières, niveau de priorité haut

- ☞ Niveau de priorité haut, renforcer le plaidoyer pour prendre en compte d'autres villages dans une nouvelle phase du projet et pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes et des filles Développer des stratégies pour une meilleure implication des hommes dans la nouvelle phase du projet pour un meilleur ancrage communautaire ;
- ☞ Niveau de priorité haut, Mettre en œuvre la stratégie de sortie du projet pour une meilleure consolidation des acquis :
- ☞ Niveau de priorité moyen, Accompagner les collectivités dans la recherche des financements
- ☞ Niveau de priorité haut, Poursuivre les séances de sensibilisations régulières à travers les communes sur la migration irrégulière et les conséquences et la conscientisation sur les questions du genre et VBGs

I. CONTEXTE DE LA MIGRATION DES FEMMES DANS LA REGION DE TAHOUA

Figure 1 : Carte géographique de la région de Tahoua et ses limites géographiques



A l'instar des autres pays d'Afrique, le faible niveau de développement du Niger a engendré plus d'émigration que d'immigration. Ainsi, au cours des 10 dernières années, il enregistre un taux net de migration négatif (par 1 000 habitants) de -0,61. Par ailleurs une migration économique de transit s'y est progressivement développée. Les défis auxquels doit faire face le Niger en matière de gestion des flux migratoires sont de plusieurs sortes dont : l'inexistence de statistiques fiables et de qualité pouvant soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique pertinente de gestion de ces flux migratoires et leurs conséquences (immigration, émigration, transferts de fonds, mouvements migratoires irréguliers, etc.). A l'instar de la population du Niger en général, celle de la région de Tahoua est majoritairement non migrante (76,11%). Parmi la population migrante, les hommes sont naturellement les plus dominants selon les statuts migratoires avec respectivement 13,19%, 31,11% et 55,7% des migrants, des migrants de retour et de non migrant. Les femmes représentent environ 50 % des migrants à la recherche d'une meilleure vie et contribuent également de manière significative aux transferts de fonds mondiaux. Malgré ce fait, la gouvernance des migrations continue d'être largement aveugle au genre, négligeant les besoins spécifiques, les défis et les situations de vulnérabilité des femmes migrantes. Il existe un manque important de données et de statistiques ventilées par sexe sur les migrations. La violence à l'égard des femmes migrantes n'est pas non plus prise en compte par les sources de données traditionnelles. La majorité des femmes migrantes sont engagées dans l'économie informelle et dans des secteurs féminisés qui sont sous-réglementés par le droit du travail, mal payés et non protégés par une couverture sociale. D'autre part, les femmes migrantes ont généralement accès à moins d'informations, moins d'éducation et moins de possibilités de migration régulière, ce qui augmente leur risque d'exploitation et d'abus dans le cycle migratoire. A cet effet, la femme migrante est vulnérable à de multiples égards : en tant que femme ; en tant que migrante et en tant que travailleuse dans un secteur informel. Par conséquent, il reste essentiel que le processus de migration devrait prendre en compte la question de renforcement des capacités d'autorités publiques, administratives et acteurs de la société civile en matière de protection des droits des femmes et des jeunes filles migrantes pour leur permettre de relever les défis et faire face à leur vulnérabilité, ouvrant ainsi la voie à leur autonomisation.

La majorité de la population migrante (migrant et migrant de retour) est composée en grande partie des jeunes qui sont âgés de 25 à 35 ans. En effet, dans cette tranche d'âge, presque une personne sur trois (32,58%) a connu un mouvement migratoire (soit 10,3% des migrants et 22,19% des migrants retours). Par contre, on dénombre la grande proportion des non migrant chez les personnes dont l'âge est de 65 ans et plus (86,67%). Du point de vue niveau d'instruction, on constate que 95 % des personnes sujettes

à la migration n'ont pas un niveau élevé d'instruction car 26,6% n'ont aucun niveau, 26,7% ne dépassent pas le niveau primaire et 40,7 % ont seulement le niveau coranique.

Les résultats de l'enquête font ressortir qu'au niveau international, la région de Tahoua regorge plus des migrants nationaux avec une proportion des 51,4% sur l'ensemble des migrants. Il ressort aussi que les migrants nationaux sont plus nombreux que les internationaux au niveau du milieu urbain (68,7%) par contre au niveau local c'est les étrangers qui sont les plus nombreux avec 51%.²

En ce qui concerne le contexte genre et droits humains, l'analyse de la migration durée de vie selon le genre confirme l'extrême sédentarité de la population nigérienne. Ainsi, pour les hommes, la proportion des non migrants est identique à celle observée pour l'ensemble de la population résidente. Pour les femmes, on constate une diminution de 0,1% pour les catégories des non migrantes et migrantes internes (soit 92,9%et 5,8%) et une augmentation de 0,2% pour les immigrantes.

Enfin, pour ce qui concerne la migration et le transfert, le transfert d'argent domine la nature des transferts compte tenu des effets positifs qu'il exerce sur le bien-être familial des ménages. Il ressort que c'est seulement au niveau régional qu'un pourcentage de transfert en produit alimentaire est effectué à presque 26% du volume de transfert.

Pour les rôles des différents acteurs dans la mise en œuvre du projet, les Maires des communes et les conseillers municipaux, étaient chargés des sensibilisations et les mobilisations des acteurs, la Co-facilitation de l'atelier de capitalisation et ils ont également participé à la formation d'acteurs locaux sur les droits et besoins de femmes et filles migrante. Les Directeurs départementaux de la Promotion de la femme et protection de l'enfant ont réalisé des formations et sensibilisations sur les thématiques relevant de la compétence de leur département (VSBG, cohésion sociale) et ils ont incarné le ministère d'ancrage. Les directeurs départementaux de l'élevage ont assuré les formations des bénéficiaires sur la santé animale et l'élevage et les appuis techniques lors de l'achat des kits bovins et aussi la participation à la formation d'acteurs locaux sur les droits et besoins de femmes et filles migrantes.

Les directeurs départementaux de l'environnement ont formé les bénéficiaires sur la participation à la formation d'acteurs locaux sur les droits et besoins de femmes et filles migrantes. Les directeurs départementaux de l'état civil ont formé les bénéficiaires sur les risques liés à la migration irrégulière et promotion de la migration régulière et le bien fondé d'avoir des actes de naissances pour les enfants et les adultes. L'observatoire communal de la migration a assuré des sensibilisations sur la migration irrégulière, et à la contribution à la collecte d'information sur la migration et la participation à la formation d'acteurs locaux sur les droits et besoins de femmes et filles migrantes. En ce qui concerne la société civile a participé aux sensibilisations des bénéficiaires directs du projet et la participation à la formation

² Enquête migration, région de Tahoua, INS 2018

d'acteurs locaux sur les droits et besoins de femmes et filles migrantes. L'ONG ADESP était la principale partenaire de mise en œuvre des activités du projet. Les représentantes des associations des femmes étaient des personnes ressources et la mobilisation des femmes bénéficiaires sur les actions du projet. Quant aux autorités coutumières, elles étaient la porte d'entrée des activités du projet et les sensibilisations et la mobilisation des bénéficiaires du projet.

1.1 CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

La présente évaluation finale porte sur les actions du projet « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger » qui a été mis en œuvre à Tahoua par l'Agence des Nations pour les Femmes (ONU Femmes) pour une durée effective de (18 mois de juillet 2020 à décembre 2021).

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet de l'ONU Femmes « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger » s'inscrit sous le Pilier 5 du Plan d'action de l'équipe pays des Nations Unies au Niger pour la migration qui vise à identifier les interventions planifiées conjointement par des Agences des Nations Unies sous le leadership de la Coordinatrice Résidente et est financé par le Fonds italien pour la migration.

De façon générale, le projet contribue au processus d'une migration sûre pour les femmes et les filles. En effet, les femmes migrantes sont souvent concentrées dans le secteur informel, caractérisé par un faible salaire et une législation du travail non réglementée. Ceci entraîne des risques élevés d'exploitation, de servitude et de violence, y compris de violence sexuelle et basée sur le genre. Par ailleurs, les possibilités de migration des femmes sont souvent une réponse aux déficits de soins et d'entretiens dans les pays de destination. Bien que le Niger soit un pays de transit, le projet « Promouvoir et Protéger les droits des femmes et jeunes filles dans la région de Tahoua, Niger » vise à renforcer l'autonomie des femmes et des filles migrantes en renforçant leur besoin de protection socio-économique dans le processus de migration.

Durée et groupes cibles du projet : le projet a été mis en œuvre durant 18 mois dans la région de Tahoua (communes d'Abalak et de Tchintabaraden) qui sont parmi les zones principales de départ des migrants nigériens. Bien que cette migration soit ancrée depuis des années et reste saisonnière, la raison principale de départ est le manque d'opportunité d'exercer une activité économiquement viable.

Le projet poursuit les résultats suivants

- (i) Une amélioration des services offerts par les acteurs locaux pour la promotion et la protection des droits des femmes migrantes dans la région de Tahoua, au Niger.
- (ii) Un renforcement du leadership des femmes migrantes dans la réduction des pratiques discriminatoires et des conflits sociaux pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté.

(iii) Une amélioration de compétence des femmes des communautés (migrantes et hôtes) en matière de moyens de subsistance.

Acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre du projet

a) Structure gouvernementale locale dans la région, par exemple le gouvernorat, la direction régionale de la promotion de la femme et protection de l'enfant (MPFPE), le ministère de l'intérieur (par l'intermédiaire de la police des frontières et du personnel de sécurité, des conseils de district et des communes accueillant la population migrante), etc.

b) Les organisations de la société civile, y compris les organisations de femmes migrantes : ces organisations joueront un rôle essentiel dans la responsabilisation des structures gouvernementales et des autres prestataires de services pour la protection des femmes migrantes.

c) Les femmes migrantes actuelles et potentielles en tant que groupe cible clé du programme. Pour aider à accroître la collecte et le partage des informations aux femmes migrantes sur leurs droits et leurs options, renforcer leur capacité à faire valoir leurs droits et font partie intégrante des activités qui seront organisées.

d) ONG ADESP : partenaire de mise en œuvre des activités du projet

e) Agences partenaires des Nations unies - OIM, UNFPA, HCR, UNCDF et FAO pour l'orientation stratégique et technique et la promotion de questions communes

Structure budgétaire du programme : 430 946 USD entièrement financé par le fonds italien pour la migration

1.2 LA THEORIE DE CHANGEMENT

La théorie du changement élaborée respecte les normes de qualité d'une théorie de changement. Elle a été présentée sous la forme d'une chaîne de résultats assortie d'une partie narrative avec des hypothèses et des risques (les risques figurent dans le cadre logique du programme). Elle explique comment le changement est censé être obtenu en mettant en lien les activités avec les résultats escomptés.

La théorie de changement expliquant le fondement logique et la chaîne causale pour le changement

Si a) les acteurs locaux sont sensibilisés aux droits et aux besoins des femmes migrantes, ils peuvent être plus engagés et outillés pour la fourniture de meilleurs services dans le cadre de leurs fonctions ; et

b) les femmes migrantes sont plus conscientes de leurs propres droits et s'engagent activement à les protéger dans des contextes socio-économiques, elles peuvent réduire les abus et l'exploitation

c) la capacité des femmes migrantes est renforcée par le développement des compétences nécessaires à la subsistance, pour une meilleure sélection d'une option de subsistance appropriée pour elles alors un environnement favorable à l'autonomisation des femmes et des filles migrantes sera créé avec une

capacité accrue de tous et les femmes et les filles migrantes seront mieux protégées contre les abus et l'exploitation dans le cadre du processus de migration.

1.3 BUT DE L'EVALUATION

L'objectif stratégique de l'évaluation est de répondre à la redevabilité institutionnelle. Selon la convention, le projet doit faire l'objet d'une évaluation finale et servir comme des bases pour influencer la gestion des acquis, de prise de décision une nouvelle phase éventuellement, et d'apporter une valeur ajoutée fondamentale à la gestion et l'apprentissage sur des résultats du projet. En effet, l'évaluation devra renseigner le cycle du programme, de planification, de budgétisation, de réalisation et d'élaboration des rapports. Elle vise à améliorer la pertinence institutionnelle et l'obtention de résultats, l'optimisation de l'utilisation des ressources, la promotion d'une transparence accrue, et la maximisation de l'impact de la contribution de l'entité vers la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'évaluation contribue également de manière significative à l'acquisition de connaissances et à l'apprentissage organisationnel.

1.4 UTILISATION ET UTILITE

C'est dans la mesure où une évaluation est exploitée et utile en fin de compte le succès d'une évaluation. Les approches participatives à l'évaluation ont démontré la crédibilité grandissante des résultats de l'évaluation et par conséquent son utilisation croissante. L'engagement des parties prenantes dès le début du processus permet de gérer en amont les attentes sur ce que l'évaluation pourra fournir en impliquant les principaux acteurs dans l'identification des raisons qui motivent cette évaluation. Les conclusions de l'évaluation sont destinées à être utilisées par les parties prenantes, y compris les donateurs, les agences d'exécution comme ONU Femmes et leurs partenaires, pour la capitalisation. Des efforts seront également déployés pour partager les résultats avec les principaux bénéficiaires à des fins d'apprentissage et de responsabilisation.

ONU Femmes entend aussi utiliser les résultats de cet exercice comme base de connaissance pour tirer des leçons apprises d'un domaine d'intervention relativement nouveau qu'est la protection des droits des femmes et jeunes filles migrantes dans le contexte du Niger. En outre, les résultats de l'évaluation seront également utilisés à l'interne à des fins de planification et de programmation futures.

1.5 OBJECTIFS DE L'EVALUATION

L'exercice proposé est l'évaluation finale du projet « Promouvoir et protéger les droits des femmes et des jeunes filles migrantes dans la région de Tahoua, Niger », mis en œuvre dans les communes d'Abalak et Tchintabaraden. L'évaluation a été conduite suivant les normes d'évaluation d'ONU FEMMES et du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) en intégrant les droits humains et l'égalité des sexes. Le processus d'évaluation a été participatif de la planification à la livraison du rapport final. En outre, elle

est basée sur les critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) à savoir : la pertinence, l'efficience, l'efficacité ; la connectivité, la couverture, et les critères du Genre, d'Equité et de Droits humains, les effets induits par la COVID 19 sur les résultats du projet et les recommandations concrètes et réalisables relatives à l'intervention d'ONU Femmes.

1.6 CHAMP DE L'EVALUATION

L'évaluation couvre toute la période de mise en œuvre du projet (Juillet 2020-Décembre2021). Des efforts seront également déployés pour partager les résultats avec les principaux bénéficiaires à des fins d'apprentissage et de responsabilisation. ONU Femmes entend aussi utiliser les résultats de cet exercice comme base de connaissance pour tirer des leçons apprises d'un domaine d'intervention relativement nouveau qu'est la protection des droits des femmes et jeunes filles migrantes dans le contexte du Niger. En outre, les résultats de l'évaluation seront également utilisés en interne à des fins de planification et de programmation futures.

II. METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'EVALUATION

2.1 Approche méthodologique

L'évaluation s'est appuyée sur la participation de toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet à travers des interviews individuelles et les discussions des groupes. Le choix porté sur cette approche est dicté par la nécessité d'assurer la validité des conclusions et des recommandations subséquentes aux constatations et analyses sur les données collectées. En termes de méthodes, la priorité a été accordée aux méthodes mixtes incluant une dimension qualitative et quantitative, articulées autour de la revue documentaire, des entretiens semi-structurés, de la collecte des données sur le terrain, des observations directes sur les constats sur le terrain le tout complété par une enquête de perception à travers un questionnaire et un guide d'entretien adressés aux bénéficiaires directs et aux autres parties prenantes du projet pour recueillir leurs avis sur les performances de celles -ci. Le questionnaire a été administré par les enquêteurs auprès de 229 femmes et filles, le guide d'entretien a été administré auprès des préfets, des maires, des responsables des services techniques de promotion de la femme et de la protection de l'enfant, du développement communautaire, de l'élevage, de l'état civil des migrations et des réfugiés des animateurs de l'ONG ADESP partenaire de mise en œuvre, de 8 focus group réalisés dont 4 focus group hommes. La rédaction du rapport de l'évaluation s'est structurée sur les perceptions des entretiens individuels, la revue documentaire et les discussions des groupes.

Réunion de cadrage

Une première rencontre virtuelle a eu lieu avec les responsables du projet ONU Femmes et le Consultant. Au cours de cette rencontre, il s'est agi de s'accorder dans les détails sur la conduite de l'évaluation. En particulier, il s'est agi d'échanger en long et en large sur les objectifs fixés, les résultats attendus et sur l'échantillonnage pour mieux prendre en compte les préoccupations du commanditaire. Cette étape a consisté à celle de la contractualisation de la mission.

Recherche documentaire

La revue documentaire a été effectuée au début et tout au long de la mission d'évaluation afin de permettre une bonne compréhension du projet, sa mise en œuvre et les progrès accomplis (voir la liste des consultés en annexe). Cette étape a été mise à profit par le Consultant pour identifier et rechercher toute la documentation disponible auprès de l'équipe ONU Femmes commanditaire de l'évaluation. Elle a porté sur l'exploitation des différents documents du projet notamment à partir des documents clés (le concept note du projet, le document de politique nationale du genre, la stratégie de sortie du projet, les rapports d'activités, le rapport de clôture des activités du projet, le rapport de capitalisation, le document évaluation hand book ONU Femmes) mais également tout autre document en lien avec la thématique ou la mise en œuvre d'initiatives similaires. Cette étape a permis au Consultant de mieux préciser les types d'outils à utiliser et de les concevoir.

Elaboration et rencontre de validation des outils de collecte des données

Les principaux outils d'investigation élaborés étaient les questionnaires qui ont été administrés au niveau des bénéficiaires directs du projet désagrégés par sexe (hommes, femmes), par âge et des guides d'entretiens auprès des structures partenaires de mise en œuvre du projet. Les outils étaient simples à comprendre et ont comporté tous les éléments retenus dans les termes de références de l'évaluation. Il en résulte que ces outils contenaient à la fois des items de portée qualitative et des items de portée quantitative afin de prendre en compte toutes les questions de de l'évaluation.

Cadre d'échantillonnage

La technique d'échantillonnage utilisée est le choix raisonné combiné au choix probabiliste à travers le tirage systématique pour les questionnaires individuels auprès des bénéficiaires directs du projet.

Echantillonnage : la technique d'échantillonnage utilisée est le choix raisonné combiné au choix probabiliste à travers le tirage systématique pour les questionnaires individuels. Auprès des bénéficiaires directs du projet. Ainsi avec une marge d'erreur de 10%, un niveau de confiance de 90% et un taux d'hétérogénéité 50%.

Tableau N°2 : Echantillon des bénéficiaires (femmes et filles) directes du projet à interviewées

Départements	Villages	Nombre de ménages	Echantillon prévu	Echantillon réalisé
Abalak	Bilbila	295	56	56
	Intizirkite	151	47	66
Tchintabaraden	Droum	838	63	49
	Weizey	226	53	56
Total		1510	219	229

Source : <https://www.netquest.com/fr/merci-d-utiliser-notn-re-calculateur-de-taille-d-echantillon>

Pour un échantillon de 219 femmes et filles prévu, 229 interviews individuelles ont été réalisées pour les entretiens quantitatifs.

Pour le choix raisonné

Afin de mieux trianguler les informations collectées, la collecte des données a été effectuée auprès des parties prenantes à travers des guides d'entretien. Il s'agit de :

Tableau n° 3 : Echantillon des parties prenantes du projet interviewées

Acteurs interviewés
Directeur Régional de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant
Maire de la Commune d'Abalak
2eme Adjoint au Maire de la Commune de Tchintabaraden
Directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement communautaire de Tchintabaraden
Directeur départemental de l'état civil, des migrations et des réfugiés de Tchintabaraden
Directeur départemental de l'élevage de Tchintabaraden
Directeur départemental de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant d'Abalak
Directeur départemental de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant de Tchintabaraden
Présidente de l'ONG ADESP
2 animateurs de l'ONG ADESP
08 groupes de discussions avec les femmes et 04 groupes de discussions hommes
Total

Au-delà des entretiens semi-structurés, des documentations ont été collectées et exploitées pour argumenter les assertions.

Au total 93 personnes ont été interviewées pour les entretiens qualitatifs : 2 personnes équipe du projet ONU Femmes, 2 maires, 6 services déconcentrés (promotion de la femme, état civil, élevage, développement communautaire), des départements d'Abalak et Tchintabaraden, la présidente et 2 animateurs de l'ONG ADESP, partenaire de mise en œuvre du projet à Tahoua, 10 focus groups (taille de 8 personnes) dont 4 focus group hommes.

Pour le sondage aléatoire simple des bénéficiaires directs du projet

- Un effectif de 219 bénéficiaires directs dont 100% des femmes et filles sur l'ensemble des 4 villages retenus.

Les répondantes sont tirées à travers le tirage systématique afin de donner la même probabilité à tous les sujets d'être interviewés, cela garantirait la représentativité de l'échantillon.

Ainsi, un plan de sondage stratifié à 3 degrés a été utilisé. Au premier degré, les zones de dénombrement (ZD) sont sélectionnées dans chaque strate/région. Au deuxième degré les communes, et au 3 degré les sites/localités abritant les bénéficiaires directs du projet qui sont choisies aléatoirement dans chacune des ZD précédemment tirées.

La formation des enquêteurs



Formation des enquêteurs à Tahoua (consultant principal, enquêteurs et cadres projets ONU Femmes

La formation des enquêteurs : pour une durée d'une journée, celle -ci a été effectuée à Tahoua. Cette formation était animée par le consultant principal en présence des deux enquêteurs, le chef de projet et le chargé de suivi évaluation ONU Femmes. Le chef de projet ONU Femmes, a fait une présentation du projet, les rôles des différentes parties prenantes, et le chargé de Suivi Evaluation ONU Femmes s'est appesanti les questions d'éthique et la prise en compte du genre durant la collecte des données.

Le consultant principal a d'abord présenté les résultats attendus de cette collecte des données, la présentation des outils de collecte des données, la composition des groupes de discussions et la technique pour conduire les interviews.

La deuxième partie animée par le consultant, était les simulations des questionnaires en langue haoussa. Ces échanges de donner et de recevoir ont permis à l'assistance de mieux appréhender tous les contours du questionnaire et de voir aussi clair sur les objectifs assignés à cette évaluation.

Le prétest : après la formation, le consultant, les enquêteurs et le chef de projet et chargé de suivi évaluation ONU Femmes se sont rendus à Abalak le 25 mai pour le prétest sur les outils de collecte des données. Par ailleurs, à la formation des enquêteurs, chaque participant portera un masque en respectant la distanciation d'au moins un mètre en vigueur, et l'utilisation du gel hydro alcoolique pour désinfecter les mains à chaque instant. Cette dynamique sera maintenue jusqu'au terrain, ainsi des masques seront distribués gratuitement aux répondants (tes) et chaque agent enquêteur doit porter son masque pour administrer le questionnaire.

Réunion de synthèse des résultats du prétest : après le prétest une séance de débriefing entre consultant et enquêteurs a été réalisée au bureau de la mairie afin de partager les points forts et les points faibles des outils de collecte des données et palier aux insuffisances constatées.

2.2 La collecte des données

Quatre (04) techniques de collecte ont été combinées pour la collecte des données primaires à savoir : les entretiens semi-directifs, les focus group, les entretiens exploratoires et les récits directs. La phase de terrain a consisté à une mission sur le terrain de dix (10) jours à Abalak et à Tchintabaraden afin de collecter et d'analyser les données nécessaires pour répondre aux questions de l'évaluation. Afin d'optimiser le délai de collecte des données, le consultant principal a placé un enquêteur dans chaque département et 4 villages

Le consultant principal a conduit tous les entretiens auprès des structures partenaires de mise en œuvre du projet au niveau de la région de Tahoua, et les chefs-lieux de départements d'Abalak et Tchintabaraden, les enquêteurs ont administré le questionnaire auprès des bénéficiaires directs du projet via kobo collecte sur les tablettes y compris les focus group à travers des blocs notes.

Phase de terrain : cette phase consistait à une mission sur le terrain de dix jours afin de collecter et d'analyser les données nécessaires pour répondre aux questions de l'évaluation.

Le recueil de données s'est effectué conformément à l'approche méthodologique et au plan de travail indiqué dans le rapport de démarrage de l'évaluation et validé par le Bureau de Pays de ONU Femmes avec l'assistance technique du bureau régional.

Ainsi deux enquêteurs ont collecté **les données sur les tablettes via ODK**. Chaque enquêteur a fait cinq jours de collecte par villages et au total deux villages par enquêteur soit 10 jours de collecte des données chacun.

Enquêteur 1 : département d'Abalak : villages de Bilbila et Intizirkite

Enquêteur 2 : département de Tchintabaraden : villages de Droum et Weizey

A l'issue de cette phase le Consultant a fait les premières analyses des données recueillies, les résultats préliminaires et les conclusions et recommandations provisoires.

A la fin de cette phase le Consultant a fait une présentation des résultats préliminaires tirés de l'enquête de terrain ainsi que les conclusions et recommandations préliminaires dans une réunion de restitution en présence des membres du Groupe de Référence de l'Evaluation (GRE) et du Bureau de Pays avec la participation (physique ou virtuelle) en vue de valider les résultats préliminaires et discuter les propositions de conclusions et recommandations.



Entretien individuel à Droum Tchintabaraden Focus groupe avec les femmes Droum Tchintabaraden

2.3 Rédaction du rapport de l'évaluation

A la fin de la phase terrain, les données ont été exportées sur SPSS et apurées avant les analyses. Les tableaux et graphiques ont été élaborés conformément aux termes de références de l'évaluation. Les constats ont été triangulés avec diverses sources d'information et méthode d'évaluation. Le rapport provisoire de l'évaluation élaboré est soumis au commanditaire, au groupe de références identifié et les autres parties prenantes de la mise en œuvre du projet pour observations. Le rapport définitif est élaboré après avoir pris en compte toutes les observations de l'ensemble des parties prenantes et ce rapport est soumis au commanditaire pour appréciation et validation avant la soumission. En ce qui concerne les indicateurs, le cadre de mesure des résultats a été mis à jour, ainsi tous les indicateurs ont été calculés à la date de l'évaluation afin de mieux apprécier la performance du projet.

2.4 Les limites de la collecte des données primaires (phase terrain)

- ❖ Les difficultés rencontrées dans le cadre de la collecte des données se résument essentiellement au contexte sécuritaire très dégradé dans les zones du projet obligeant les enquêteurs à quitter les villages un peu tôt. Les stratégies de mitigation étaient d'informer les répondants (tes) un jour avant le passage des enquêteurs, ainsi l'échantillon prévu a été légèrement dépassé. Il a été également question de prendre et respecter les orientations sécuritaires avec les services compétents du Système des nations Unies et de mettre en contribution les autorités et communautés pour assurer la sécurité dans les zones de collecte de données.

- ❖ La résurgence de la Covid-19 au Niger et particulièrement à Niamey qui a conduit la fermeture des bureaux, a occasionné de retard dans la mise en place de l'équipe de coordination et le démarrage effectif d'activités sur le terrain et une extension sans coût de 8 mois a été effectuée.

2.5 Source des données

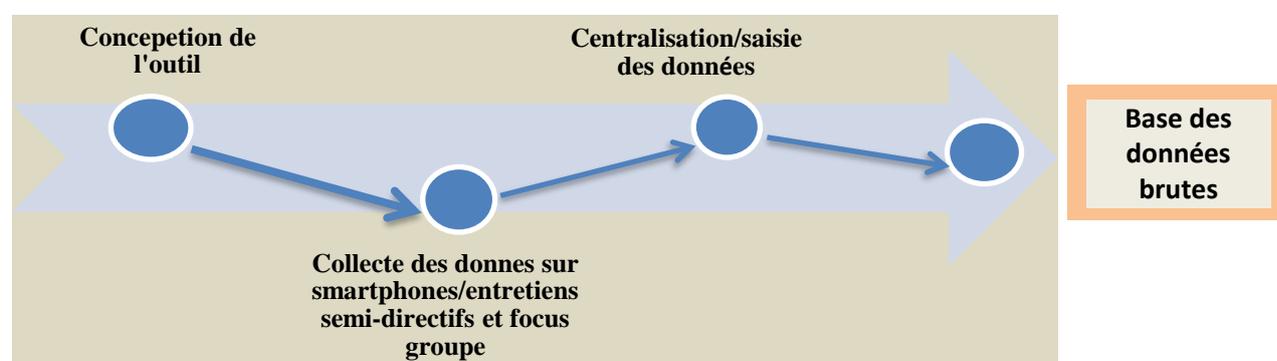
Les principales sources de données sont constituées de la documentation du projet, à savoir les rapports d'activités et les entretiens semi-structuré auprès des bénéficiaires directs du projet et les structures partenaires de mise en œuvre.

Assurance qualité : les informations collectées ont été soumises à un mécanisme d'assurance qualité rigoureux visant la validation des données, et ce, en utilisant une variété d'outils dont la triangulation des sources d'informations et l'échange permanent avec les gestionnaires de projet.

Par ailleurs, avant de continuer à une nouvelle grappe, les enquêteurs ont vérifié l'exhaustivité des outils renseignés et la qualité de remplissage avant de continuer sur la base de l'itinéraire et le calendrier de collecte jusqu'à terminer le nombre de localités, de questionnaires et de guides à renseigner.

Chaque soir après, le contrôle qualité des données collectées par les enquêteurs/trices, le consultant principal chef de mission après vérification des données collectées les autorisait à synchroniser les informations via le serveur Kobo data collecte.

Le dispositif de collecte des données quantitative est basé sur la collecte des données via les terminaux des Smartphones. Il se base sur le schéma suivant :



Le dispositif de collecte s'étant de la conception des questionnaires à l'analyse des données et inclus les étapes de collecte sur le terrain, de nettoyage des impuretés et d'agrégation.

Dans le cadre de cette étude, **KOBO Collecte** a été utilisé pour la collecte des données sur le terrain.

Les deux images suivantes montrent l'icône de l'application et ses fonctionnalisées.

D'autre part, le consultant associé, ingénieur statisticien spécialiste en évaluation et recherche a également assuré le contrôle de la qualité des données sur ONA avec des consignes qui ont été données aux enquêteurs/trices chaque jour afin de pallier aux insuffisances constatées.

Considérations éthiques : Cette évaluation a été conduite en conformité avec les principes énoncés dans le Guide du manuel d'évaluation sensible au genre ONU Femmes.

Le Consultant a veillé sur l'honnêteté et l'intégrité de l'ensemble du processus d'évaluation, ainsi que l'indépendance, l'impartialité et la rigueur de l'évaluation. Le consultant a respecté le droit des individus et des institutions de fournir des renseignements à titre confidentiel, et faire en sorte que des données sensibles ne permettent pas de remonter à leur source. En outre, le Consultant était attentif aux croyances, et coutumes et faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes. Enfin, cette évaluation a été effectuée dans le respect de l'assurance de l'anonymat total, la confidentialité et la sécurité des personnes interrogée

III. LES RESULTATS DE L'EVALUATION

Cette partie de l'évaluation a trouvé les éléments de réponses aux critères d'évaluation ci-dessous : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la connectivité, la couverture, l'analyse du genre, équité et droits humains. Pour répondre à chacun de ces critères, des entretiens ont été conduits en individuels et en discussions de groupes auprès des bénéficiaires directes du projet et les parties prenantes. Les informations ont été triangulées avec la revue documentaire et les témoignages directs avant de parvenir à la validation des perceptions.

3.1 Analyse de la pertinence

Commentaires :

Dans cette partie nous allons analyser, le bien fondé des interventions du projet à travers les questions ci-dessous :

(i) Est-ce que les activités du projet sont en adéquation avec les problèmes de genre identifiés dans le contexte de la migration ?

Dans le cadre de cette étude, en ce qui concerne ce point, tous les intervenants sont unanimes pour dire que les activités du projet sont bien en adéquation avec les problèmes liés au contexte de la migration. En effet, toutes les activités effectuées sont liées aux problèmes des femmes et des filles. Des actions comme la formation en vie associative ont permis aux femmes de collaborer, de se connaître et se réunir pour des visions d'intérêts communs. D'autre part, les femmes et les filles sont les cibles même du projet, et surtout l'approche participative, qui a consisté à écouter et comprendre les actions à mener confirme cette adéquation. **D'après le rapport de capitalisation du projet**, les femmes et les filles ont été formées sur les concepts et mots clés (Migration, genre, etc.) mettant l'accent sur les types les plus vécus par les communautés ciblées; sur les différentes formes de migration des femmes et des jeunes filles les causes de la migration des femmes et des jeunes filles, les difficultés rencontrées par les femmes et les jeunes filles pendant la migration irrégulière et sur les lieux d'accueil, les dispositions juridiques encadrant les mécanismes de protection (Cadre juridique international de protection des migrants, cadre continental et régional africain pour la protection des migrants, les politiques nationales et cadre juridique interne pour la protection des migrants-Bonnes pratiques).³

(ii) Est-ce que les cibles identifiées sont les plus pertinentes en termes de vulnérabilité ?

Aussi, pour les intervenants, ces cibles sont les plus pertinentes en termes de vulnérabilité, constituant les couches marginalisées de la société et son fondement en même temps. **Selon une étude réalisée sur les filles et femmes migrantes à Tahoua**, Les migrations, quelles que soient leurs échelles de déploiement spatial et temporel, qu'elles soient volontaires ou forcées concerne l'ensemble des

³ Rapport de capitalisation

catégories d'individus, hommes et femmes de toutes les classes d'âge. En effet, jusqu'à une date récente, les études sur les migrations se sont focalisées que sur les hommes, la migration féminine n'était pas considérée comme significative car on a longtemps considéré que les femmes contribuaient peu à la force de travail (Tabapsi, 2011). Elles étaient considérées comme des migrantes « passives », dont le sort demeurerait lié aux migrations « actives » des hommes (Findley, 1989). Pourtant les mouvements migratoires ne sont pas neutres vis-à-vis du genre. Aussi, les femmes sont assez nombreuses du point de vue démographique, au moins autant que les hommes. Sur la base du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H 2012) au Niger, les femmes représentent 50,3% de la population totale, estimée à 17.138.707 millions (Institut National de la Statistique INS, 2014). Mais les données statistiques sur l'émigration nigérienne montrent une très faible présence des femmes dans les flux sortants. Les espaces concernés connaissent également une diversification en termes de lieux de départ, de transit et de destination. Ces migrations irriguent toute une économie du transit migratoire dans les localités de transit (Abalak, Tchintabaraden, Agadez, Dirkou). La région de Tahoua en général et les communes d'Abalak et de Tchintabaraden en particulier sont parmi les zones principales de départ et de retour des migrants nigériens. Bien que cette migration soit ancrée depuis des années et reste saisonnière, la raison principale de départ est le manque d'opportunité pour exercer une activité économiquement viable, notamment chez les femmes. La région de Tahoua est connue pour les conditions de vie particulièrement difficiles des populations, notamment le problème récurrent de la réduction et la dégradation des terres de pâturage et de culture, le lessivage des terres, les sécheresses cycliques et surtout les faibles accès aux services sociaux de base⁴.

(iii) Les besoins et les problèmes identifiés au départ sont-ils restés les mêmes au cours de la mise en œuvre du projet ou ont-ils connu une évolution ?

Les activités du projet ont apporté des changements indéniables dans la vie des groupes cibles et dans la communauté. En effet, la mise en œuvre du projet a permis aux groupes cibles d'avoir des métiers leurs permettant d'obtenir des revenus afin de satisfaire leurs petits besoins. En plus, pour la communauté, les activités du projet étaient une source de soulagement à saluer. Par exemple, avant l'arrivée du projet, pour coudre nos habits, il nous faut aller à Abala à 37 km. Mais maintenant, nous l'avons chez nous, nous confie une bénéficiaire de Bilbila.

Les changements apportés de la vie des groupes cibles sont d'une grande importance non seulement en termes de l'augmentation des revenus mais aussi et surtout en termes de changement de comportements liés à la migration.

⁴ Rapport de l'étude sur les femmes et les filles à Tahoua.

Dans tous les villages visités, tous les groupements nous ont confirmé que leurs revenus ont considérablement augmenté surtout ceux qui avaient reçu des appuis pour le démarrage de leurs AGR et même pour ceux qui ne l'ont pas eu, elles s'en sortent grâce à la formation reçue qui les a permis d'entreprendre quelques initiatives avec le peu qu'elles avaient dans leurs caisses.

S'agissant du changement du comportement, beaucoup de succès ont été enregistré compte tenu des séances de formation que ça soit en vie associative, la vie en communauté, le respect des droits vis-à-vis de ses prochains et la connaissance de ses devoirs. Ce changement est aujourd'hui visible et comparable à l'œil nu. Les bénéficiaires de ce projet ne sont pas à comparer aux autres et cela s'étant jusqu'aux ménages.

Le bon comportement, le respect de ses voisins, le leadership féminin, la concertation dans les prises de décisions tels sont les meilleurs caractères que les non bénéficiaires souhaitent avoir.

3.2Analyse de la connectivité

Commentaires :

L'analyse du critère de la connectivité s'articule autour des questions ci-dessous :

(i) Y-a-t-il une stratégie de sortie pour transférer les responsabilités/activités au gouvernement/à l'organisation de développement ?

En termes de stratégie de sortie pour transférer les responsabilités/activités au gouvernement/à l'organisation de développement, le projet a surtout privilégié l'approche communautaire basée sur le transfert des compétences et l'implication effective de bénéficiaires pour assurer la gestion et pérennité du projet. En guise d'un véritable transfert de compétences plus sieurs sessions de formations ont été réalisées à l'endroit des cibles du projet à savoir : les généralités sur la migration et les questions de genre ; Le cadre juridique et institutionnel relatif aux droits et protection des femmes et filles migrantes, au niveau international, continental, sous régional et national. La situation des femmes et filles migrantes au niveau national et dans les départements d'Abalak et de Tchintabaraden ; les droits, les besoins et la protection des femmes et des filles migrantes ; la Création et redynamisation de 92 groupements féminins ; le Suivi hebdomadaire de tous les groupements par les animateurs du projet ; la formation de 103 femmes et jeunes filles sur les VBG et la prévention et gestion des conflits ; la formation de 110 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté ; la diffusion de 624 spots radio dans 4 langues (Haoussa, Tamashek, Arabe, Peulh) sur la migration régulière et les risques liés à la migration irrégulière ; 2.17 Identification et mise en place de 10 équipes de vigilance de 240 membres hommes et femmes ; 2.18 Formation de 40 membres des équipes de vigilance sur les techniques de collecte de données de la migration et analyse du flux migratoire ; 2.19 Sensibilisation de 2125 femmes et jeunes filles par les animateurs du projet sur la migration clandestine.

En effet les communes et les animateurs villageois suivent les activités au niveau des villages cibles pour garder les acquis et pérenniser les actions du projet.

(ii) Y-a-t-il un scénario budgétaire pour la période suivant l'aide ?

Aussi, dans le même ordre d'idées, et pour le suivi des activités de l'embouche ovine, le projet a mis à la disposition des services de l'élevage, un montant pour le suivi des animaux pendant une année après la fin du projet. Ce suivi est donc en cours et permettra de contrôler la santé des animaux.

(iii) Quelles leçons apprises pourraient être utiles à d'autres ?

Aussi, il faut noter que dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, les enseignements tirés sont très importants : la conjugaison des efforts de tous les partenaires, la cohésion sociale créée dans les communautés, et le rehaussement des conditions de vie des femmes et filles qui constituent la cible du projet. Responsabilisations des communautés cibles facilité à travers ? L'appropriation des activités et constitue un gage de réussite dans les actions.

La synergie des services technique permet d'atteindre un résultat très satisfaisant dans un temps record. La communication, la concertation entre les différents acteurs et le brassage qui se vie entre les bénéficiaires lors des différentes rencontres hebdomadaires par groupement et au-delà les rencontres communales pendant les formations.

(iv) Dans quelle mesure les capacités locales ont-elles été développées ou renforcées par les interventions du projet ?

Ainsi, les capacités locales ont été développées et renforcées par les interventions du projet dans la mesure où il y'a eu un changement radical de comportement. Au début les cibles étaient très méfiantes. Aujourd'hui les activités apprises continuent d'être pratiquées bien que le projet ait pris fin.

En raison du nombre important de participants non lettrés les formations dans le département d'Abalak et de Tchintabaraden au profit des bénéficiaires du projet, se sont déroulées sous le format d'espace de dialogue. La formation sensibilisation s'est donc déroulée dans les langues locales (Hausa et tamashek). Les débats ont porté sur la perception et l'explication que les populations ont de la migration dans le contexte local. C'est ainsi qu'à travers des exemples, des formules imagées et des témoignages elles ont défini les différentes de migration qui ont cours dans leur localité. Les participants ont également donné les différentes raisons qui poussent les femmes et les jeunes filles et ont dressé le profil sommaire de la migration féminine dans les deux départements. De pertinents débats ont porté sur les difficultés et les risques encourus par les femmes migrantes tout au long de leur parcours migratoire, de la vulnérabilité des femmes face aux différents dangers de la migration. Les différents témoignages issus des débats ont permis aux participants de prendre la mesure du phénomène migratoire féminin qui a tendance à s'intensifier. Enfin, les débats se sont articulés autour de la protection des droits des femmes et jeunes migrantes qui demeure un important défi, particulièrement dans les pays arabes

En termes de cohésion sociale les rencontres intercommunautaires ont aidé beaucoup dans la décrispation des conflits souvent latents entre les communautés et renforcer la cohésion communautaire. **En ce qui concerne la sensibilisation sur l'importance des pièces d'état civil** l'activité régaliennne des communes ; la mise en œuvre de ce projet a marqué positivement les points par rapport aux pièces d'état civil. Du démarrage du projet à nos jours on constate les maires des communes ont témoigné une nette amélioration dans l'acquisition des pièces grâce aux sensibilisations menée

(v) Quelle a été l'influence des réseaux déjà existants (organisations nationales, intergouvernementales) sur les interventions mises en œuvre ?

ONU Femmes a consolidé ses relations étroites avec les institutions gouvernementales locales, la direction régionale du Ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance, la direction départementale de l'élevage, pour soutenir les efforts du gouvernement à Tahoua. Elle a noué des relations avec les ONG internationales, les ONG et les organisations de femmes à Tahoua pour la coordination et échanges sur les bonnes pratiques.

Le choix de l'ONG partenaire de mise en œuvre a été fait de manière transparente suivant un appel à proposition ouverte. Les stratégies communes identifiées ont permis au projet d'avoir une meilleure performance, avec les répartitions des tâches avec des actions bien précises de l'implication des communautés aux choix des parties prenantes. En ce qui concerne le mécanisme de pérennisation des acquis du projet, l'appropriation des activités du projet par les communautés a permis de pérenniser les activités clés telles les sensibilisations sur les conséquences de la migration, la couture et la vie associative. Les agences partenaires des Nations unies - OIM, UNFPA, HCR, UNCDF et FAO pour l'orientation stratégique et technique et la promotion de questions communes.

3.3Analyse de la couverture

Commentaires :

(i) Qui a été soutenu par les interventions ?

La vulnérabilité économique et la prise en compte insuffisante des besoins spécifiques des femmes et des filles dans la réponse humanitaire.

(ii) Quels groupes ont été pris en compte et lesquels ne l'ont pas été ?

Le projet a pour principales cibles les filles et les femmes vulnérables, pour une intégration effective des activités sur une large échelle il a été décidé l'implication des communautés hôtes dans le projet limiter d'avantage les migrations des femmes.

La participation des hommes et des garçons aux différentes composantes du programme visait à soutenir les efforts et à réduire la vulnérabilité des femmes / filles en tant que bénéficiaires primaires.

Les hommes et les garçons ont été ciblés en tant que groupe de soutien et ont monter leur engagement à soutenir les causes des femmes.

(iii) Toutes les personnes ayant besoin d'une protection ont-elles reçu un soutien pendant l'intervention ?

Pour la couverture, les femmes et les filles ont été soutenues par les interventions. Cependant, pour que le travail soit bien fait, il y'a eu des séances de formation pour les autres acteurs notamment pour renforcer les capacités afin de bien soutenir et gérer les activités

Ainsi, les femmes et les filles ont bien été prises en comptes, mais le groupes des jeunes garçons ne l'ont pas été directement.

(iv) L'aide a-t-elle été adaptée aux différents besoins identifiés ?

La mis en œuvre du projet a permis de répondre aux besoins des femmes et des filles. Ce groupe cible a été poursuivie tout au long du cycle du projet. Les activités de sensibilisation sur les migrations ont entraîné une diminution du nombre de cas dans les zones du projet. D'autre part le projet a intégré les hommes dans la mise en œuvre des activités pour une intégration effective des questions de la migration et soutenir l'autonomisation économique des femmes.

3.4 Intégration du Genre

Commentaires : Les questions du genre, équité et droits humains se déclinent à travers les analyses suivantes :

(i) Le document de programme intègre-t-il un diagnostic genre avec des données désagrégées montrant les contraintes et besoins spécifiques des femmes ?

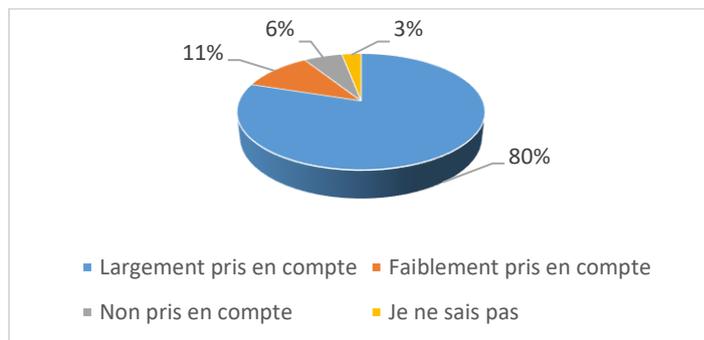
La revue documentaire révèle que le projet a répondu aux besoins spécifiques et aux contraintes des jeunes femmes et filles des localités retenues parce que les activités ont été librement choisies par les cibles elles- mêmes, donc ce sont des actions qu'elles souhaitaient réaliser et leur participation est assurée du moment que ces activités continuent et font la fierté de ces cibles.

Aussi, ces activités ont promu l'autonomisation des femmes et filles car elles peuvent désormais se prendre en charge et participer à la gestion du foyer. Néanmoins, pour la prise de décision, la femme reste toujours en second plan par rapport aux hommes.

Aussi, le projet a été inclusif dans toutes ses interventions, ce qui fait que des réponses ont été apportées aux bénéficiaires vivant avec un handicap, qui ont d'ailleurs été parties prenantes puisqu'il n'y a pas eu d'exclusion par rapport à un handicap quelconque.

Il faut noter que dans plusieurs groupements, il y'a des personnes vivant avec un handicap.

Figure n°1 : Intégration des principes d'égalité des sexes dans les objectifs et les processus du projet



Les bénéficiaires du projet affirment à près de 80 % que les principes d'égalité des sexes ont été intégrés dans ses objectifs et ses processus en les alignant sur les besoins spécifiques des femmes et jeunes filles de façon pratique. Le droit à la protection a été une composante clé du projet sans discrimination et avec un accès accru sur les sensibilisations sur les migrations clandestines et les conséquences afférentes. Les parties prenantes ont été belles et bien engagées dans le projet, tandis que les services techniques déconcentrés au niveau local impliquaient dans l'avancement de la mise en œuvre du projet. Globalement, le projet a largement répondu aux besoins du pays en matière de lutte contre les migrations surtout des femmes et des jeunes filles.

(ii) La composition de l'équipe de gestion du projet et l'équilibre de genre

Commentaires : pour le personnel de l'équipe de pilotage du projet, le bureau ONU Femmes est composé ; le personnel de l'ONG Partenaire de mise en œuvre ADESP est composé d'une présidente basée à Konni, de deux animateurs basés respectivement pour les départements d'Abalak et Tchintabaraden.

(iii) La participation des femmes/filles aux activités de la communauté

Les femmes et les jeunes filles sont fortement impliquées sur toutes les activités du projet. A titre illustratif, les principales cibles du projet étaient les femmes et les filles et le projet a atteint XX femmes et XX filles.

(iv) Les rapports de suivi du projet et les résultats spécifiques sur les femmes

Le suivi de la mise en œuvre des activités du projet est effectué selon une fréquence hebdomadaire et assortie des rapports d'activités trimestriels et annuels pour la remontée des informations. L'ONG ADESP partenaire de mise en œuvre fait le suivi rapproché et chaque semaine une rencontre a eu lieu avec ONU Femmes. Les résultats compilés des rapports d'activités reflètent un niveau de désagrégation des données par sexe par type d'activités réalisés.

(v) L'autonomisation et la prise de décision par les femmes et filles

L'accès aux moyens de subsistance a permis aux femmes de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire et sur les membres de la famille, en leur donnant un certain degré d'autonomie et d'autonomisation. Les femmes qui sont en mesure de répondre aux besoins essentiels peuvent souvent

accroître leur capacité d'action dans divers autres domaines. La disponibilité des revenus des ménages en situation de crise a considérablement réduit également les tensions, ce qui tend au risque de violence entre partenaires intimes. L'aide apportée aux filles et les femmes dans la mise en œuvre des activités génératrices des revenus a contribué sans nul doute à réduire la migration et a également rehaussé le pouvoir d'achat des femmes et à lutter contre les violences basées sur le genre. Les femmes et jeunes filles sont occupées par les activités génératrices de revenu et les opérations de caisse, ces facteurs ont considérablement réduit leurs mouvements. Les groupements ayant reçu les machines à coudre font apprendre de la couture aux membres des groupements. Plusieurs groupements ont investi dans la boutique et le petit commerce. Les femmes et jeunes filles sont motivées à l'apprentissage d'autres activités génératrices de revenu telles que : le cosmétique, la transformation agro-alimentaire.

(vi) La transformation sociale dans les rôles traditionnels des hommes et des femmes dans la communauté ciblée.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, deux méthodes d'approches ont été utilisées. Il s'agit de l'approche participative qui consiste à faire participer tous les acteurs dans la réalisation de toutes les activités, et de l'approche inclusive où tous les acteurs sont pleinement impliqués dans les activités. En effet, dans toutes les activités du projet, les autorités administratives et coutumières, les services techniques, les observatoires de la migration et la communauté cible sont impliqués et chacun, pour sa part, a apporté son savoir-faire pour le succès du projet. A titre illustratif, les discussions des groupes avec les hommes ont ressorti que « notre vie conjugale s'est beaucoup améliorée grâce aux actions du projet ONU Femme : avant ces interventions, en revenant du champ ou de pâturage, nos femmes ne nous saluent même pas ; mais aujourd'hui Dieu merci, elles nous préparent même nos lits, nous apportent à manger, préparent les matériels du thé avant que nous rentrions », c'est vraiment une nouveauté chez la femme Touaregs.



Focus group hommes Bilbila, Abalak



Focus group hommes Bilbila, Tchintabaraden

3.5 Analyse de l'efficacité

Le projet est basé sur 3 effets à savoir

Effet 1 : Amélioration des services offerts par les acteurs locaux pour la promotion et la protection des droits des femmes migrantes à Tahoua-Niger ; comme activités réalisées sur le terrain, l'élaboration d'un manuel de formation sur les droits et besoins de femmes migrantes, la formation de 160 personnes issues de l'administration locale et bénéficiaires directs du projet sur les droits et besoins des femmes et filles migrantes. L'élaboration d'une stratégie de transferts des compétences des activités du projet aux collectivités locales et bénéficiaires directs.

Effet 2 : Renforcement du leadership des femmes migrantes est visible dans la réduction des pratiques discriminatoires et des conflits sociaux pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté.

Les activités réalisées en lien avec cet effet 2 sont la création et redynamisation de 92 groupements féminins ; Réalisation d'une étude des filières porteuses.

Le suivi hebdomadaire de tous les groupements par les animateurs du projet ; Elaboration de plans d'action pour tous les groupements. L'orientation des membres des groupements sur l'autoévaluation des plans d'action ; la formation des femmes et jeunes filles membres des groupements sur le leadership, la vie associative, la bonne gouvernance et les opérations de caisse. La formation de 103 femmes et jeunes filles sur les VBG et la prévention et gestion des conflits, la formation de 110 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté, la formation de 132 femmes et jeunes filles sur l'entrepreneuriat et les techniques d'AGR.

La formation de 33 leaders religieux et coutumiers sur le genre et la masculinité, il y'a eu également une mission de sensibilisation sur les droits et risques de violation des droits de migration et les compétences disponibles.

Les diffusions de 624 spots radio dans 4 langues (Haoussa, Tamashek, Arabe, Peulh) sur la migration régulière et les risques liés à la migration irrégulière ; Identification et mise en place de 10 équipes de vigilance de 240 membres hommes et femmes. La formation de 40 membres des équipes de vigilance sur les techniques de collecte de données de la migration et analyse du flux migratoire ; Sensibilisation de 2125 femmes et jeunes filles par les animateurs du projet sur la migration clandestine.

Effet 3 : Les femmes des communautés (migrantes et hôtes) ont amélioré leurs compétences en matière de moyens de subsistance Réalisation d'une étude sur le profil des femmes et filles migrantes et les compétences disponibles ;

Organisation de deux foires sur l'exposition des produits artisanaux fabriqués par les femmes ;
 Participation de 6 femmes à la 12ème édition du salon international de l'artisanat pour la femme (SAFEM) Formation de 103 femmes sur les techniques d'AGR et l'entrepreneuriat ;
 Formation de 284 femmes et jeunes filles sur la vie associative ; Formation de 133 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté ; Formation de 100 femmes sur les techniques commerciales ;
 Formation de 100 femmes sur les droits et besoins des femmes et filles migrantes ; Mise en relation des femmes et filles migrantes avec les institutions de micro finance et les commerçants grossistes ;
 Dotation de 51 groupements en kits économique composés de kits ovins, kits pour la maroquinerie et la vannerie, kit couture. Mise en place e 2 centres multimédias (Abalak et Tchintabaraden) sous la responsabilité de l'observatoire communal de la migration pour la formation, sensibilisation et partage d'expérience en matière de migration. Mise en place de 100 Caisses métalliques et 2125 carnets d'épargne. Création de deux réseaux des dirigeants des communautés pour défendre les normes et pratiques néfastes.

(i) L'efficacité des stratégies mobilisées et les partenaires identifiés



Consultant principal à Tahoua avec Directeur DRPF/E Consultant Principal et animatrice Tchintabaraden

Les stratégies de sensibilisations ont porté leur fruit. Des entretiens réalisés avec les services techniques déconcentrés le projet n'a pas évolué seul, il y'a eu une implication très active des services techniques déconcentrés dans tout le cycle de vie du projet.

(ii) Des résultats satisfaisants ont-ils été atteints par rapport aux objectifs fixés ?

Les communautés étaient très impliquées dans les activités du projet à travers la mise en place des différents comités dans les villages, les formations sur la vie associative et la gestion des AGRs. Il y'a également la mise en place des banques céréalières, les machines à coudre pour les filles et les femmes.

(iii) La mesure du changement dans les produits et les effets observés ?

Les principales activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet sont : les sensibilisations sur les changements des comportements, la cohésion sociale, la vie associative, les droits

et devoirs des citoyens, l'appui en AGR (embouche ovine, couture, petit commerce ; artisanat). Les activités du projet riment parfaitement avec les besoins communautaires bénéficiaires qui leurs ont permis de réaliser des rêves auxquels ils ne s'attendaient pas dans leurs vies.

Parmi les activités génératrices de revenus que ce projet a soutenues, nous avons :

L'embouche ovine

Activité économique surtout pratiquée chez les éleveurs, l'embouche ovine fait partie des activités génératrices de revenus que le projet ONU Femme a appuyée pour renforcer l'autonomisation économique des femmes et des filles migrantes dans la commune urbaine de Tchintabraden et Abalak. A Weizey tout comme à Droum les bénéficiaires ne font que s'en réjouir de cette imminente formation. Les interviews dans ces deux villages visités ont démontré que la grande majorité ayant eu cet appui sont très satisfaites et cela leurs a permis de développer certaines initiatives prometteuses. A titre d'exemple, elles ont entretenu un système de prêt qui permet au créancier et à la caisse que chacun trouve son compte « on paye un mouton de 20 000 FCFA à 25 000 FCFA à une des membres qui va l'engraisser pendant un moment : après la vente de l'animal, la créancière à 50% de bénéfice autant que la caisse ». Grâce à cette initiative, actuellement à Weizey il y a seulement deux femmes qui n'ont pas leurs propres moutons.

Au total huit (08) groupements avaient bénéficiés de cet appui soit quatre groupements par village avec chacun quatre têtes de brebis et un mouton.



Bénéficiaires des brebis du site Bilbila, Abalak



Bénéficiaires des brebis Droum Tchintabaraden

L'artisanat

Cette activité qui fait la fierté des villages d'interventions a permis aux bénéficiaires d'avoir la chance de participer à des foires à Abalak, à Tahoua et même à Niamey. Ici aussi beaucoup d'entrepreneuriats ont été initié par les bénéficiaires qui leurs permettent d'avoir des revenus supplémentaires à part ceux gagnés dans le groupe : dans leur caisse, une membre a le droit d'un prêt de 10 000 FCFA lui permettant d'acheter de la matière première et à la fin du mois elle les ramène en augmentant 500 FCFA.

Pour cette activité, quatre groupements avaient reçu l'appui soit deux par villages (un en maroquinerie et un en artisanat).



Confection des nattes artisanales Bilbila (Abalak)

Couturières avec une robe cousue à Bilbila (Abalak)

La couture et le tricotage

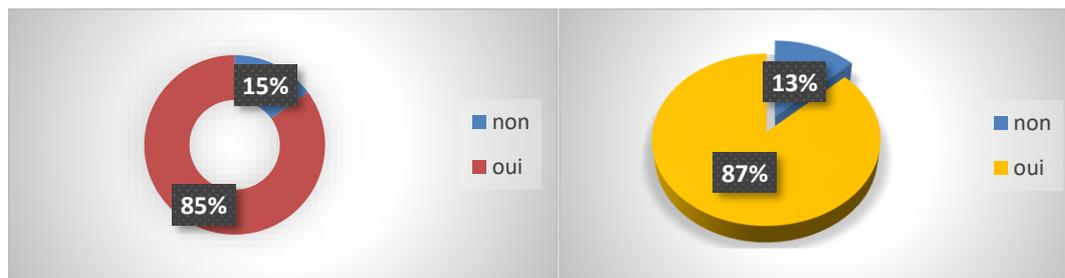
Activité très convoitée par les jeunes migrantes retenues, elle est encore la moins soutenue par le projet car dans les deux localités visitées sur les quatre groupements ayant choisie celle-ci, c'est seulement à Droum qu'il y a eu deux machines à coudre et leurs kits (10 ciseaux, 2 rouleaux de tissu, 1 boîte à huile de la machine, des fils et aiguilles) mais sans formateurs/formatrices tandis qu'à Weizey, il n'y a eu aucun appui dans ce sens.

La tenue de la caisse

La tenue de la caisse ou caisse de versement est aussi une initiative du projet ONU Femme qui permet aux femmes du même groupement voir même toutes les bénéficiaires du village de se retrouver en un seul lieu chaque semaine. Après les échanges sur la vie du groupement ou bien une restitution d'une formation reçue par quelques membres, cette rencontre est sanctionnée par un versement qui varie d'un groupement à un autre (100 à 200 FCFA). Cette caisse a permis au groupe cibles d'entreprendre quelques activités économiques (petit commerce). Cette initiative a beaucoup impressionné plus que les bénéficiaires directs ; un des maris en témoigne « nos femmes engrangent des bonnes recettes avec le petit crédit qu'elles contactent avec leur caisse et avec cet appui, c'est vraiment un décollage économique. Ils nous arrivent de fois devant des certaines situations qui n'attendent pas, très vite on se rabat à notre femme (membre) de prendre quelques choses selon les closes sous entendues de son groupement ». Avec le peu qu'elle gagne, aujourd'hui c'est ma femme qui prend en charge les frais de récréation des enfants.

Figure 1 : Actives après la formation

Figure 2 : satisfaction bénéficiaires projet

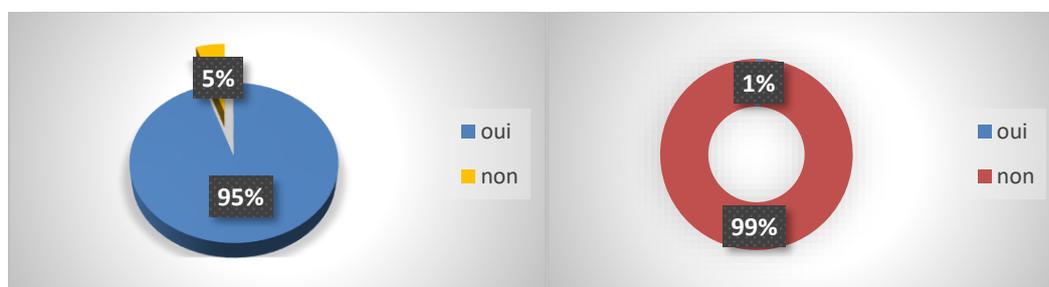


Commentaires : d'après les résultats des entretiens individuels avec les femmes et filles bénéficiaires directes du projet, jusqu'à 85% ont affirmé qu'elles sont actives après les activités du projet. En termes de satisfaction, jusqu'à 87% des femmes et filles interviewés ont confirmé qu'elles sont satisfaites des réalisations du projet. A titre illustratif, lors des discussions des groupes, les femmes ont confirmé qu'avec les troupeaux elles arrivent à satisfaire leurs besoins et elles ont amélioré leurs connaissances sur les droits humains et les conséquences néfastes de la migration grâce aux sensibilisations reçues.

Les sensibilisations reçues

La mise en œuvre de ce projet a initié plusieurs sensibilisations sûres : les risques liés à la migration irrégulière, les droits et besoins de femmes et filles migrantes, les violences basées sur le genre, la cohésion sociale, la vie associative, les droits et devoirs des citoyens.

Figure 3 : Satisfaction sensibilisations reçues Figure : changement perception VBG



Commentaires : il ressort des résultats des entretiens que 95% des femmes interviewées ont confirmé qu'elles sont satisfaites des sensibilisations reçues. Les animateurs étaient à la hauteur de leur mandat et un climat d'harmonie et de convivialité lors des séances de sensibilisations. D'autre part, 99 % des femmes interviewées ont confirmé que la perception de la VBG a diminué dans leurs communautés entre autres grâce aux sensibilisations reçues.

Les appuis en espèce et en nature aux bénéficiaires du projet

Les appuis par ce projet en espèce ou en nature se composent comme suit selon les AGRs :

En embouche, quatre groupements par village ont eu chacun quatre brebis et un mouton. En couture un seul groupement de Droum a eu l'appui qui se résume en deux machines à coudre, 10 ciseaux, 2 rouleaux

de tissu, 1 boîte à huile de la machine, des fils et aiguilles, En artisanat, deux groupements ont été appuyés en trente peaux, 10 ciseaux, 4 boîtes de couleurs et des fils chacun par village, deux groupements de tissage (maquenorie) qui ont reçus des fils et des feuilles de palmiers doums chacun par village.



Caisse du gouvernement des artisans à Weizey La trésorière avec sa caisse de versement à DROUM

Les changements apportés de la vie des groupes cibles et dans la communauté

Les changements apportés de la vie des groupes cibles sont d'une grande importance non seulement en termes de l'augmentation des revenus mais aussi et surtout en termes de changement de comportements liés à la migration.

Dans tous les villages visités, tous les groupements nous ont confirmé que leurs revenus ont considérablement augmenté surtout ceux qui avaient reçu des appuis pour le démarrage de leurs AGRs et même pour ceux qui ne l'ont pas eu, elles s'en sortent grâce à la formation reçue qui les a permis d'entreprendre quelques initiatives avec le peu qu'elles avaient dans leurs caisses. Les activités du projet à travers les sensibilisations ont permis la cohésion sociale, l'entrepreneuriat féminin, la vie associative, le respect des droits vis-à-vis de ses prochains et la connaissance de ses devoirs, une réelle autonomisation économique des femmes et des filles, le leadership féminin.

Quatre (04) témoignages ci-dessous ont illustré les changements induits sur les communautés :

HIDI, un membre du comité villageois à Droum dans le cadre de la violence basée sur le genre qui a commencé à nous a manifesté sa joie de la manière dont elle est beaucoup éduquée et est actuellement en train de faire la sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille ainsi que la violence basée sur le genre. Pour elle, le meilleur apprentissage commence à 20 ans mais elle se prépare à partir du CI à l'école. Elle continue en nous notifiant que : « depuis les interventions de ONU Femmes, on n'a jamais encore enregistré un cas de viol ou du mariage forcé, nous nous en réjouissons beaucoup ».

Dans le cadre du changement de comportement, un homme âgé de 45 ans du village de Weizey a affirmé que : « pour notre communauté, les premiers témoignages venaient des maris des femmes bénéficiaires qui dans les fada et à des occasions pour confirmer que notre vie conjugale s'est beaucoup améliorée grâce aux actions du projet ONU Femme : avant ces interventions, en revenant du champ ou de pâturage, nos femmes ne nous saluent même pas; mais aujourd'hui Dieu merci, elles nous préparent même nos lits, nous apportent à manger, préparent les matériels du thé avant que nous rentrons », c'est vraiment une nouveauté chez la femme Touaregs. »

Une femme âgée de 35 ans, présidente du groupement "TABATOLTE" qui signifie petite vallée, village de Bilbila a affirmé « qu'avant l'arrivée du projet, notre communauté vivait dans l'ignorance. Notre communauté était gangrenée par un certain nombre de maux tels que les mariages précoces et force; les violences conjugales ; les migrations des femmes. Avec le projet qui a instauré des sensibilisations sur des thématiques très pertinentes (la citoyenneté, les violences basées sur le genre...), toutes ces pratiques ont diminué. En plus, le projet ONU femmes nous a doté des machines, des brebis et des matériels de l'artisanat. Cela nous a permis d'avoir des revenus et d'être plus ou moins autonomes. Ces appuis ont également apporté un soulagement dans ma communauté. Avant par exemple, quand nos habits sont déchirés, il nous faut aller à Abalak (37km) pour les coudre. Mais maintenant nous le faisons sans nous déplacer et à moindre coût. »

Une femme âgée de 50 ANS, présidente du groupement "TITTI" qui signifie augmenter, village de INTIZIRKITE a commencé par remercier l'ONU femmes pour nous avoir soutenu et a affirmé ceci.

« Avant l'arrivée de l'ONU femmes, notre communauté vivait dans l'ignorance et dans des problèmes. Avec l'ONU femmes ma vie a complètement changé. Avec les sensibilisations à travers des thématiques importantes, même ma vie dans mon foyer a changé. L'ONU femmes m'a ouvert l'esprit et m'a permis de connaître des endroits inconnus auparavant. Ces activités de sensibilisations ont permis la réduction de divers problèmes qui minent notre communauté tels les mariages forcés et précoces, le divorce, le viol, les violences conjugales, etc.

En plus, l'ONU femmes nous a donné un appui en nature inestimable. Il s'agit de animaux, des machines et des matériels de l'artisanat. Elle nous a donné des formations pour bien mener nos activités. Ces appuis nous ont permis d'avoir des métiers et d'avoir des revenus nous permettant de subvenir à nos petits besoins et d'être un peu autonomes. »

Cependant, je recommande à l'ONU femmes, pour des activités comme l'embouche, d'accompagner les bénéficiaires des forages surtout pour nos localités où nous rencontrons des problèmes d'eau pour abreuver les troupeaux et impliquer les hommes car leur migration influence celle des femmes.

Enfin, nous adressons nos remerciements en l'endroit de l'ONU femmes et à l'ONG ADESP pour avoir fait ce qu'aucun projet n'a eu à faire dans notre communauté. Je n'ai pas de mots pour remercier ONU femmes.

La pratique des violences basées sur le genre

S'agissant de la pratique des violences basées sur le genre, les actions des comités de vigilance mis en place ont permis de réduire considérablement la fréquence des VBG. Ce comité composé des chefs des villages, des leaders d'opinions, des femmes et des jeunes font des réunions tant tôt pour faire une restitution d'une formation ; se renseigner s'il n'y a pas eu de cas ou bien pour organiser une sensibilisation occasionnelle lors d'une cérémonie. Le dynamisme et le déterminisme de ces comités leurs ont permis de faire respecter un arrêté en commun accord avec la communauté. « **L'interdit du mariage d'une fille de moins de 18 ans ou une fille qui fréquente** ». A Droum, HIDI, membre du comité nous a manifesté sa joie de la manière dont elle est beaucoup édifiée et est actuellement en train de faire la sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille ainsi que la violence basée sur le genre. Pour elle, le meilleur apprentissage commence à 20 ans mais elle se prépare à partir du CI à l'école tandis qu'à Weizey, parmi les principales missions de ce comité on peut souligner : le non accord de marier : une fille avant l'âge de seize ans (l'âge retenu pour toute la communauté) et sans son consentement et une fille qui fréquente ainsi que le respect des droits de la femme connues de tous selon les coutumes et la constitution. **A l'issue des activités réalisées, plusieurs changements sont constatés au niveau du groupe cible. Il s'agit, en effet** des femmes et jeunes filles sont occupées par les activités génératrices de revenu et les opérations de caisse ce qui a considérablement réduit leurs mouvements. En effet, sur les 10 villages d'intervention du projet, seulement 84 femmes et jeunes filles issues de cinq villages ont immigré cette année. Les autres villages ont affirmé que depuis l'intervention du projet, aucune femme n'a quitté son village pour la migration. Les groupements ayant reçu les machines à coudre font apprendre de la couture aux autres membres des groupements. Plusieurs groupements ont investi dans la boutique et le petit commerce. Les femmes et jeunes filles sont motivées à l'apprentissage d'autres activités génératrices de revenu telles que : le cosmétique, la transformation agro-alimentaire. **(Source des données, le rapport narratif final des activités du projet.)**

Les activités du projet ont permis à la communauté de faire une prise de conscience sur toutes les questions concernant le genre. Ainsi, les résultats des entretiens individuels et les focus groupe avec les femmes, jeunes filles et hommes menés, montrent une réduction considérable des mariages forcés et précoces ; la diminution des violences conjugales ; la diminution des viols et harcèlements. Cela est sans nul doute le résultat des sensibilisations sur des thématiques telles que les violences basées sur le genre,

genre et masculinité, menées à l'endroit de ces communautés. (Source des données, collecte des données lors de l'évaluation finale du projet.)

Tableau : synthèse des résultats atteints par objectifs. (Source des données, le rapport narratif final des activités du projet.)

Niveau des résultats	Indicateurs du projet	Résultats atteints
<p>Effet 1: Amélioration des services offerts par les acteurs locaux pour la promotion et la protection des droits des femmes migrantes à Tahoua-Niger</p>	<p>1.1 La qualité des Manuels de formation élaborés ; nombre de sessions de formation organisées ; Nombre des acteurs formés, 1.2 Etablir une base de référence pour les travailleuses migrantes dans le cadre du projet 1.3 Nombre de documents de plaidoyer préparés et utilisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Elaboration d'un manuel de formation sur les droits et besoins de femmes migrantes ☞ Formation de 160 personnes issues d'administration locale et bénéficiaires directs du projet sur les droits et besoins des femmes et filles migrantes
<p>Effet 2: Renforcement du leadership des femmes migrantes est visible dans la réduction des pratiques discriminatoires et des conflits sociaux pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté.</p>	<p>2.1 Nombre de groupes de femmes mobilisés à cette fin 2.2 Nombre d'orientations organisées avec un plan d'action 2.3 Des brochures d'information produites avec des informations authentiques sur les services offerts par différents groupes 2.4 Nombre d'activités communautaires organisées 2.5 Organisation, Formation et fonctionnement d'équipes de vigilance communautaire avec des services d'information, de sensibilisation et d'orientation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Création et redynamisation de 92 groupements féminins ; ☞ Réalisation d'une étude des filières porteuses ; ☞ Suivi hebdomadaire de tous les groupements par les animateurs du projet ; ☞ Elaboration de plans d'action pour tous les groupements ; ☞ Orientation des membres des groupements sur l'autoévaluation des plans d'action ; ☞ Formation des femmes et jeunes filles membres des groupements sur le leadership, la vie associative, la bonne gouvernance et les opérations de caisse ; ☞ Formation de 103 femmes et jeunes filles sur les VBG et la prévention et gestion des conflits ; ☞ Formation de 110 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté ☞ Formation de 132 femmes et jeunes filles sur l'entrepreneuriat et les techniques d'AGRs ; ☞ Formation de 33 leaders religieux et coutumiers sur le genre et la masculinité ; ☞ Mission de sensibilisation sur les droits et risques de violation des droits de migration et les compétences disponibles ; ☞ Diffusions de 624 spots radio dans 4 langues (Haoussa, Tamashek, Arabe, Peulh) sur la migration

		<p>régulière et les risques liés à la migration irrégulière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ☞ Identification et mise en place de 10 équipes de vigilance de 240 membres hommes et femmes ; ☞ Formation de 40 membres des équipes de vigilance sur les techniques de collecte de données de la migration et analyse du flux migratoire ; ☞ Sensibilisation de 2125 femmes et jeunes filles par les animateurs du projet sur la migration clandestine ;
<p>Effet 3 : Les femmes des communautés (migrantes et hôtes) ont amélioré leurs compétences en matière de moyens de subsistance</p>	<p>3.1 la documentation des conclusions mise à la disposition des parties prenantes</p> <p>3.2 Nombre de femmes identifiées et mobilisées pour la formation</p> <p>3.3 Nombre de formations organisées</p> <p>3.4 Nombre de femmes appuyées</p> <p>3.5 Nombre de femmes formées et ayant des compétences spéciales pour l'entrepreneuriat ;</p> <p>3.6 Nombre des femmes et groupes de femmes ayant accès aux marchés et mises en</p> <p>3.7 Relation avec les institutions de microfinance</p> <p>3.8 Création de deux centres d'apprentissage virtuels dans des sites sélectionnés ;</p> <p>3.9 Achat de matériel</p> <p>3.10 Un support diffusion élaboré avec contenu spécifiques sur la base des besoins identifiés</p> <p>3.11 Nombre les groupes de soutien rendus fonctionnels</p> <p>3.12 Nombre d'événements communautaires organisés/participés par les membres du groupe de soutien</p>	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Réalisation d'une étude sur le profil des femmes et filles migrantes et les compétences disponibles ; ☞ Organisation de deux foires sur l'exposition des produits artisanaux fabriqués par les femmes ; ☞ Participation de 6 femmes à la 12ème édition du salon international de l'artisanat pour la femme (SAFEM) ☞ Formation de 103 femmes sur les techniques d'AGR et l'entrepreneuriat ; ☞ Formation de 284 femmes et jeunes filles sur la vie associative ; ☞ Formation de 133 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté ; ☞ Formation de 100 femmes sur les techniques commerciales ; ☞ Formation de 100 femmes sur les droits et besoins des femmes et filles migrantes ; ☞ Mise en relation des femmes et filles migrantes avec les institutions de micro finance et les commerçants grossistes ; ☞ Dotation de 51 groupements en kits économique composés de kits ovins, kits pour la maroquinerie et la vannerie, kit couture. ☞ Mise en place e 2 centres multimédias (Abalak et Tchintabaraden) sous la responsabilité de l'observatoire communal de la migration pour la formation, sensibilisation et partage d'expérience en matière de migration. ☞ Mise en place de 100 Caisses métalliques et 2125 carnets d'épargne

		<p>☞ Création de deux réseaux des dirigeants des communautés pour défendre les normes et pratiques néfastes.</p>
--	--	--

Les appuis en espèce et en nature aux bénéficiaires du projet

Les appuis par ce projet en espèce ou en nature se composent comme suit selon les AGR :

- En embouche, quatre groupements par village ont eu chacun quatre brebis et un mouton
- En couture un seul groupement de Droum a eu l'appui qui se résume en deux machines à coudre, 10 ciseaux, 2 rouleaux de tissu, 1 boîte à huile de la machine, des fils et aiguilles,
- En artisanat, deux groupements ont été appuyés en trente peaux, 10 ciseaux, 4 boîtes de couleurs et des fils chacun par village, deux groupements de tissage (maquenorie) qui ont reçus des fils et des feuilles de palmiers doums chacun par village



Caisse du gouvernement des artisans à Weizey



La trésorière avec sa caisse de versement à DROUM

Conclusion partielle sur l'efficacité : les stratégies utilisées ont été bien efficaces du moment où des réponses aux préoccupations des femmes et des filles ont été apportées dans le temps, aussi, toutes les contraintes identifiées ont été solutionnées.

Les acteurs, chacun dans son domaine et sa sphère de compétences a apporté son appui dans la mise en œuvre du projet. Les communes, les services techniques, les chefs de villages et les communautés se sont bien appropriées les actions du projet.

Ce qui a fait que des résultats satisfaisants ont été atteints par rapport aux objectifs fixés. Les raisons de ce succès, c'est d'abord la méthode participative, ensuite l'implication d'autorités administratives, communales, traditionnelles et des services techniques dans tous les domaines concernés et l'appropriation des activités du projet par les communautés bénéficiaires. Cette stratégie de partenariat a

influencé l'efficacité du projet dans la mesure où toutes les étapes ont été respectées pour le plan de la mise en œuvre : du niveau régional au départemental et communal puis les villages cibles. Il y'a eu aussi un atelier de capitalisation et de partage avec tous les acteurs, selon la présidente de l'ONG responsable de la mise en œuvre.

Aussi, le choix des actions réalisées a été laissé aux cibles ; il n'y a eu aucune imposition dans les activités qui ont été menées et réalisées.

3.6 Analyse de l'efficience

Commentaire : l'analyse du critère de l'efficience prendra en compte les sous questions

(i) Les ressources utilisées pour atteindre les objectifs.

Le projet a utilisé les fonds de la façon la plus efficiente possible.

Toutes les activités prévues ou programmées ont été réalisées avec des résultats satisfaisants, ce qui prouve à suffisance, selon les interviewés que les ressources ont été utilisées de la manière la plus économe possible.

Les besoins sont suffisamment satisfaits et les activités continuent bien que le projet soit à sa fin. Des AGRs ont été créés, la formation en vie associatives, sont des acquits qui continuent à pérenniser les actions du projet. C'est le cas au village de Amakoye de la commune de Tchintabaraden, où les femmes achètent du bétail pour agrandir leur groupement même après la mise en œuvre du projet.

Aussi, les ressources ont été mises à disposition pour l'intégration des droits humains, dans le cadre de la sensibilisation sur la possession des pièces d'état civil à jour. En effet, dans la commune de Tchintabaraden, la justice et la police ont été sollicitées dans les caravanes de sensibilisation pour des communication afin d'expliquer au cibles leurs droits et les mesures à prendre au cas où ces droits seraient bafoués.

Sur ce sujet, les femmes étaient très reconnaissantes d'échanger avec le juge et le commissaire qui pour elles, étaient autres acteurs à éviter.

(ii) Le projet mis en œuvre par rapport aux alternatives.

Le projet a mis l'accent sur l'approche communautaire pour pérenniser les acquis, l'implication des bénéficiaires dans tout le cycle afin de s'appropriier les activités du projet. Pour preuve, cinq mois après la clôture du projet, toutes les activités mises en œuvre continuent au niveau des villages d'intervention.

(iii) Les ressources mises à disposition pour l'intégration des droits humains et l'égalité des sexes la conception du projet a été basée sur le modèle LEAP et ses composantes qui en tiennent compte. Les EGS et les DH, la migration irrégulière basés sur les questions de protection, sont largement pris en compte dans les activités à travers les multiples séances de sensibilisation.

(iv) Le degré d'efficience (timely) des procédures opérationnelles d'ONU Femmes dans sa réponse à la migration régulière comparativement aux autres agences dont leur est spécifique à la mission des Nations Unies a mis en place un mécanisme rapide pour répondre aux besoins des bénéficiaires sur les droits humains et les conséquences de la migration clandestine. Lors de la formation des enquêteurs/trices à la collecte des données, les gestes barrières en vigueur, le respect de la distanciation d'au moins 1 mètre entre participant était respecté et chaque participant a reçu gratuitement un masque pour se protéger et l'utilisation régulière du gel hydro alcoolisé pour se désinfecter les mains) la collecte des données (focus groups et les entretiens individuels) auprès bénéficiaires et des partenaires techniques de mise en œuvre et à l'atelier de restitution. La pandémie de Covid 19 n'a pas significativement impacté les activités du projet du fait de la stratégie de mitigation adoptée dont le télétravail et le strict respect des gestes barrières.

IV. LES LEÇONS APPRISSES, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cette partie, propose, les leçons de la mise en œuvre du projet, les conclusions résultant des constats sur les différents critères retenus de l'évaluation. Lesdites conclusions comprennent deux catégories : la première est stratégique et regroupe les conclusions sur les questions d'évaluation portant sur la pertinence, la connectivité, et la couverture ; la deuxième est plutôt opérationnelle qui rassemble les conclusions relatives à l'efficacité ; l'efficience, et le genre et droits humains.

4.1 Les leçons apprises

Les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet sont :

Les principales leçons apprises dans le cadre de la mise en œuvre du projet se résument à travers les points ci-dessous :

- ☞ Pour les critères d'efficacité et de durabilité, l'implication des bénéficiaires a permis d'avoir des résultats satisfaisants et l'appropriation des activités du projet pour assurer la continuité des acquis du projet ;
- ☞ La cohésion sociale : les activités d'intérêt communautaire mettant ensemble les différentes couches sociales et villages voisins à travers le projet ont permis aux populations des villages d'intervention du projet d'être plus solidaires entre elles ;
- ☞ En termes de genre et droits humains, les sensibilisations sur les dangers de la migration irrégulière organisées de manières participatives ont permis d'augmenter les demandes des pièces d'état civil dans les communes d'intervention du projet ;
- ☞ En termes de durabilité et d'efficacité, la responsabilisation des communautés cibles dans la mise en œuvre du projet à travers a facilité l'appropriation des activités et constitué un gage de réussite dans les actions ;
- ☞ En termes de durabilité et d'efficacité, la synergie d'actions entre les services techniques déconcentrés autorités administratives, communales et traditionnelles a permis d'atteindre un résultat très satisfaisant dans un temps record.

4.2 CONCLUSION

Conclusion du niveau stratégique

Les quatre conclusions stratégiques découlent des critères de la pertinence, la connectivité, la couverture :

1. Conclusion sur la pertinence : Dans le cadre de cette étude, en ce qui concerne ce point, tous les intervenants sont unanimes pour dire que les activités du projet sont bien en adéquation avec les problèmes liés au contexte de la migration. En effet, toutes les activités effectuées sont liées aux problèmes des femmes et des filles. Des actions comme la formation en vie associative ont permis aux femmes de collaborer, de se connaître et se réunir pour des visions d'intérêts communs. D'autre part, les femmes et les filles sont les cibles même du projet, et surtout l'approche participative, qui a consisté à écouter et comprendre les actions à mener confirme cette adéquation. **D'après le rapport de capitalisation du projet**, les femmes et les filles ont formées sur les concepts et mots clés (Migration, genre, etc.) mettant l'accent sur les types les plus vécus par les communautés ciblées; sur les différentes formes de migration des femmes et des jeunes filles les causes de la migration des femmes et des jeunes filles, les difficultés rencontrées par les femmes et les jeunes filles pendant la migration irrégulière et sur les lieux d'accueil, les dispositions juridiques encadrant les mécanismes de protection (Cadre juridique international de protection des migrants, cadre continental et régional africain pour la protection des migrants, les politiques nationales et cadre juridique interne pour la protection des migrants-Bonnes pratiques).

Conclusion sur le critère de connectivité : En matière de stratégie de sortie pour transférer les responsabilités/activités au gouvernement/à l'organisation de développement, le projet a surtout privilégié l'approche communautaire basée sur le transfert des compétences et l'implication effective de bénéficiaires pour assurer la gestion et pérennité du projet. En guise d'un véritable transfert de compétences plusieurs sessions de formations ont été réalisées à l'endroit des cibles du projet à savoir : les généralités sur la migration et les questions de genre ; Le cadre juridique et institutionnel relatif aux droits et protection des femmes et filles migrantes, au niveau international, continental, sous régional et national ; La situation des femmes et filles migrantes au niveau national et dans les départements d'Abalak et de Tchintabaraden ; les droits, les besoins et la protection des femmes et des filles migrantes ; la Création et redynamisation de 92 groupements féminins ; le Suivi hebdomadaire de tous les groupements par les animateurs du projet ; la formation de 103 femmes et jeunes filles sur les VBG et la prévention et gestion des conflits ; la formation de 110 femmes et jeunes filles sur le plaidoyer et la citoyenneté ; la diffusion de 624 spots radio dans 4 langues (Haoussa, Tamashek, Arabe, Peulh) sur la migration régulière et les risques liés à la migration irrégulière ; 2.17 Identification et mise en place de 10 équipes de vigilance de 240 membres hommes et femmes ; 2.18 Formation de 40 membres des

équipes de vigilance sur les techniques de collecte de données de la migration et analyse du flux migratoire ; 2.19 Sensibilisation de 2125 femmes et jeunes filles par les animateurs du projet sur la migration clandestine.

Conclusion sur le critère de couverture : Le projet a pour principales cibles les filles et les femmes vulnérables, pour une intégration effective des activités sur une large échelle il a été décidé l'implication des communautés hôtes dans le projet.

La participation des hommes et des garçons (maris, fils et frères et leaders) aux différentes composantes du programme visait à soutenir les efforts et à réduire la vulnérabilité des femmes / filles en tant que bénéficiaires primaires. Les hommes et les garçons ont été ciblés en tant que groupe de soutien aux femmes et filles bénéficiaires du projet.

Conclusion sur le genre et les droits humains : dans toutes les phases d'implémentation de mise en œuvre du projet, l'intégration des droits humains et l'égalité des sexes la conception du projet ont été basées sur le modèle LEAP et ses composantes qui en tiennent compte. Les EGS et les DH, la migration irrégulière basés sur les questions de protection, sont largement pris en compte dans les activités à travers les multiples séances de sensibilisation.

Conclusion du niveau opérationnel

Les trois conclusions au niveau opérationnel se résument aux critères d'efficacité, d'efficience et genre et droits humains.

Conclusion au niveau du critère d'efficacité : les résultats de l'évaluation dénotent que bon nombre des indicateurs ont largement été atteints. Ainsi des résultats satisfaisants ont été obtenus par rapport aux objectifs fixés.

Conclusion au niveau du critère d'efficience : l'utilisation des fonds du projet a été économe eu regard aux résultats obtenus.

Conclusion partielle sur les forces et faiblesses : comme forces dans la mise en œuvre des activités, l'appropriation des activités du projet par les bénéficiaires directes, et une réelle implication des autorités coutumières et administratives. Par aux faiblesses, le volet d'autonomisation des femmes et filles, l'embouche bovine les bénéficiaires ont confirmé des difficultés d'abreuver leurs animaux avec la rareté du pâturage liée aux changements climatiques et autres pièces de rechanges pour les machines reçues.

4.3 Les recommandations

Les recommandations

Les conclusions sur les questions d'évaluation ont donné lieu aux recommandations ci-dessous :

- ☞ Recommandations sur les critères de : (pertinence, couverture, efficacité, genre et droits humains, valeur ajoutée, connectivité) à l'endroit du bureau ONU Femmes et des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités et les autorités coutumières,

- ☞ **Niveau de priorité haut**, des observations sur le terrain et de la revue documentaire dans le domaine de la VBG et pour une prise en compte effective du genre, nous recommandons de :
- ☞ **Niveau de priorité haut**, continuer à organiser des campagnes de sensibilisation dans les communautés pour bannir les stéréotypes à l'égard des femmes et démystifier les pratiques traditionnelles constitutives de VBG et les migrations clandestines ;
- ☞ **Niveau de priorité haut**, renforcer le partenariat avec le MPF/PE pour aller vers une convention pour une meilleure intégration des activités genre dans les activités des projets conformément à la politique du genre
- ☞ **Niveau de priorité haut**, renforcer les capacités des directions déconcentrées à l'occurrence de la Direction régionale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DRPF/PE) assurant le leadership de la protection
- ☞ **Niveau de priorité haut**, organiser des sessions de sensibilisation et des formations à l'endroit des différents intervenants sur leur responsabilité et leur complémentarité dans la répression des VBG et les migrations.
- ☞ **Niveau de priorité haut**, dans le domaine autonomisation des femmes, des entretiens avec les bénéficiaires directs, il ressort la volatilité de certaines AGRs identifiées telles que l'embouche manque d'aliments bétails et autres pièces de rechanges pour les machines et le maraichage dans les zones du projet, nous formulons les propositions d'améliorations suivantes : **à l'endroit du bureau ONU Femmes et des services techniques déconcentrés de l'Etat, des collectivités et les autorités coutumières, niveau de priorité haut**
- ☞ **Niveau de priorité haut**, renforcer le plaidoyer pour prendre en compte d'autres villages dans une nouvelle phase du projet et pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes et des filles Développer des stratégies pour une meilleure implication des hommes dans la nouvelle phase du projet pour un meilleur ancrage communautaire ;
- ☞ **Niveau de priorité haut**, Mettre en œuvre la stratégie de sortie du projet pour une meilleure consolidation des acquis :
- ☞ **Niveau de priorité moyen**, Accompagner les collectivités dans la recherche des financements
- ☞ **Niveau de priorité haut**, Poursuivre les séances de sensibilisations régulières à travers les communes sur la migration irrégulière et les conséquences et la conscientisation sur les questions du genre et VBGs

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des documents consultés

Annexe 2 : Cadre logique du projet

Annexe 3 : Matrice de l'évaluation

Annexe 4 : Outils de collecte des données

Annexe 5 : Liste des acteurs interviewés dans le cadre de l'évaluation finale du projet

Annexe 1 : liste des documents consultés

- Le concept note du projet
- Le système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluations
- Les cadres logiques et de mesure de rendements du projet
- Le manuel d'évaluation ONU Femmes
- Les termes de références de l'évaluation finale du projet
- Les rapports d'activités du projet
- Le rapport de clôture du projet
- Le rapport bilan des activités du projet
- La stratégie de sortie du projet

Annexe 2 : cadre logique du projet

				Outcome 1 : Amélioration des services offerts par les acteurs femmes migrantes à Tahoua-Niger	
Outputs	Output Indicators		Activités		
1.1 Une meilleure compréhension de l'administration locale (directions régionales concernées, administration de district, personnel de sécurité) sur les droits et les besoins des femmes migrantes	- La qualité des Manuels de formation élaborés ; - nombre de sessions de formation organisées ; - Nombre des acteurs formés,		1.1.1 organisation des sessions de renforcements des capacités locales (directions régionales, ONG, groupes des femmes)		
1.2. Mise à disposition de connaissances fondées sur des données probantes pour le plaidoyer au niveau local	- Etablir une base de référence pour les travailleuses migrantes dans le cadre du projet - Nombre de documents de plaidoyer préparés et utilisés		1.2.1 Entreprendre une recherche-action pour documenter le des femmes migrantes dans la région 1.2.1 Préparer un document l'administration locale		
Total					
Outcome 2 : Renforcement du leadership des femmes migrantes est visible dans la réduction des pratiques discriminatoires et des conflits sociaux pour promouvoir la cohésion sociale au sein de la communauté					
Output 2.1 : Les groupes/organisations de femmes sont renforcés pour promouvoir et protéger les droits et les besoins des femmes	- Nombre de groupes de femmes mobilisés à cette fin - nombre d'orientations organisées avec un plan d'action	2.1.1 Organiser des sessions de formation sur : leadership des femmes axé sur la cohésion sociale, l'identification, la prévention et la gestion des conflits, la protection contre la violence liée au sexe et l'accès aux services		20,000	17,657.10
Output 2.2 : Les femmes migrantes ont accès à des informations sur la migration sûre et régulière	-Des brochures d'information produites avec des informations authentiques sur les services offerts par différents groupes -Nombre d'activités communautaires organisées	2.2.1 Organiser des activités de sensibilisation pour diffuser des informations authentiques sur la migration sûre et régulière pour les femmes migrantes et aspirantes		30,000	26,485.65

Output 2.3 : Les femmes de la Communauté sont plus conscientes des risques d'abus et d'exploitation dans le contexte de la migration Les femmes de la Communauté sont plus conscientes des risques d'abus et d'exploitation dans le contexte de la migration	- Organisation, Formation et fonctionnement d'équipes de vigilance communautaire avec des services d'information, de sensibilisation et d'orientation	2.3.1 Organisation régulière de sessions de sensibilisation de la communauté sur les droits et les risques de violation des droits de migration, et sur l'accès aux services	20,000	17,657.10
Total :			70,000	61,799.85

Outcome 3 : Les femmes des communautés (migrantes et hôtes) ont amélioré leurs compétences en matière de moyens de subsistance

Output 3.1 L'accès des femmes et des jeunes filles à de nouvelles sources d'opportunités économiques et les bénéfiques qu'elles en retirent	- La documentation des conclusions mise à la disposition des parties prenantes	3.1.1 entreprendre une étude sur le profil des femmes migrantes et les compétences disponibles	20,000	17,657.10
	- Nombre de femmes identifiées et mobilisées pour la formation	3.1.2. Identifier et mobiliser les femmes qui aspirent à acquérir des compétences pour gagner leur vie	2,000	1,765.71
	- Nombre de formations organisées	3.1.3 Organiser des sessions de renforcement des capacités pour les femmes de la communauté	50,000	44,142.75
	- Nombre de femmes appuyées	3.1.4 Distribution de kits économiques	16,000	14,125.68
	- Nombre de femmes formées et ayant des compétences spéciales pour l'entrepreneuriat ;	3.1.5 Formations des femmes en entrepreneuriat féminin	20,000	17,657.10
	- Nombre des femmes et groupes de femmes ayant accès aux marchés et mises en	3.1.6. Amélioration de l'accès au marché et aux ressources financières	2,000	1,765.71
	Relation avec les institutions de microfinance			

Output 3.2 Les femmes et les jeunes filles plus marginalisées accèdent et bénéficient d'un contenu éducatif, de matériel et de parcours d'apprentissage de qualité	- Création de deux centres d'apprentissage virtuels dans des sites sélectionnés ; - Achat de matériel	3.2.1 Créer deux écoles virtuelles de renforcement des compétences pour les jeunes femmes/filles avec un mécanisme de diffusion de contenu spécifique	60,000	52,971.30
	- Un support diffusion élaboré avec contenu spécifiques sur la base des besoins identifiés	3.2.2 Développer un contenu pertinent et approprié	40,000	35,314.20
	- Nombre les groupes de soutien rendus fonctionnels - nombre d'événements communautaires organisés/participés par les membres du groupe de soutien	3.2.3 Cartographier et créer un réseau de soutien des dirigeants des communautés pour défendre les normes et pratiques néfastes	20,000	17,657.10
Total			230,000	203,056.65
Total Program Cost			365,000	322,242.07
Program implementation cost : (Staff and M&E)			82,000	72,394.11
Support cost			20,000	17,657.10
Total			467,000	412,293.28
Admin cost 8%			37,360	32,983.46
Total cost			504,360	445,276.74
1% Levy			5,043	4,452.76
Grand total			509,403.00	449,729.50